

**MINISTERE DE L'ENERGIE**

**SOCIETE NATIONALE D'ELECTRICITE  
(SENELEC)**

**REVUE DE LA CONFORMITE DE LA PASSATION  
DES MARCHES AU TITRE DE LA GESTION 2009  
GROUPE II**

# **RAPPORT DEFINITIF**

**MARS 2011**

**CABINET EAC (EXPERTISE, AUDIT, COMMISSARIAT AUX COMPTES)  
57, AVENUE ALBERT SARRAUT DAKAR BP 22457 DAKAR – PONTY  
TEL: 33 823 58 16 / 33 821-97-41 FAX: 842 23 48 email: [sdvh@orange.sn](mailto:sdvh@orange.sn)**

## SIGLES ET ACRONYMES

AC	Autorité Contractante
AGPM	Avis Général de Passation des Marchés
AMI	Appel à Manifestation d'Intérêt
ANO	Avis de Non Objection
AO	Appel d'Offres
AOO	Appel d'Offres Ouvert
AOR	Appel d'Offres Restreint
ARMP	Autorité de Régularisation des Marchés Publics
CCAG	Cahier des Clauses Administratives Générales
CF	Contrôleur Financier
CM	Commission des Marchés
CMP	Code des Marchés publics
COA	Code des Obligations de l'Administration
CPM	Cellule de Passation des Marchés
DA	Direction Approvisionnement
DAF	Direction Administrative et Financière
DAO	Dossier d'Appel d'Offres
DCC	Direction Commerciale et Clientèle
DCMP	Direction Centrale des Marchés Publics
DD	Direction de la Distribution
DE	Direction Equipement
DG	Direction Générale
DMI	Demande à Manifestation d'Intérêt
DP	Demande de Propositions
DP	Direction Production
DRP	Demande de Renseignements et de Prix
DSI	Direction des Système d'Information
ED	Entente Directe
HT	Hors Taxes
ME	Ministère de l'Energie
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
MI	Manifestation d'Intérêt
NCMP	Nouveau Code des Marchés Publics
PI	Prestations Intellectuelles
PM	Premier Ministre
PPM	Plan de Passation des Marchés
PRM	Personne Responsable des Marchés
PV	Procès Verbal
QSE	Qualité de Service et Environnement
SENELEC	Société Nationale d'Electricité
TDR	Termes De Référence
TTC	Toutes Taxes Comprises
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

**A l'Attention de Monsieur le Directeur Général  
de la Société Nationale d'Électricité (SENELEC)  
S/C  
de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP)  
rue Alpha Hachamiyou Tall x Rue Kleber Dakar**

## **OPINION**

Nous avons examiné le respect par la SENELEC du processus de passation et d'exécution des marchés conclus entre le 1er Janvier et le 31 décembre 2009, afin de mesurer le degré de respect de sa part des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés.

Nous avons effectué nos travaux conformément aux Normes Internationales d'Audit (International Standards on Auditing, ISA) ainsi que celles appliquées par l'Ordre National des Experts Comptables et Comptables Agréés du Sénégal (ONECCA) et la profession comptable en la matière. Ces normes requièrent que la vérification soit planifiée et réalisée en vue d'obtenir l'assurance raisonnable que la **SENELEC** a respecté les dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés. Une vérification de cette nature consiste à examiner par sondages, les éléments probants appropriés.

Nous estimons que notre examen constitue une base raisonnable à l'expression de notre opinion.

### **I. LIMITATION**

Les conclusions de l'audit physique des marchés de la SENELEC au titre de l'exercice ne sont pas encore disponibles, les travaux étant toujours en cours.

## **II. RESERVES**

### **Sur les Marchés par Appel d'Offres**

1. Les délais de publication des avis d'attribution définitive des Appels d'Offres N° 16/09/CCM « Extension de la Centrale de Tambacounda » et N° 11/2009 « Remplacement du Système de Contrôle Commande de la Turbine à gaz N°03 » ont été anormalement longs. En effet, ces délais vont de 18 à 19 mois pour ces Appels d'Offres respectifs.
2. Les délais de livraison des travaux relatifs aux Appels d'Offres N° 10/09/CCH « Fourniture et pose Compteurs de débit combustible dans les Centrales » et N° 24/09 « Travaux de couverture des événements religieux 2010 » ont été anormalement longs. En effet, ces délais ont été de 14 mois pour ces Appels d'Offres.
3. La Commission des marchés a été créée par Note N° 15/09 du 29 Mai 2009. Cette Note a été transmise à la DCMP le 8 Juin 2009. Cependant, cette commission était composée de 5 membres de la SENELEC au lieu des 4 prévus par les dispositions de l'article 2.d) de l'Arrêté MEF N° 011588 du 28/12/2007 pris en application de l'article 36.1 du CMP.
4. L'archivage des documents de marchés par la Cellule n'est pas effectif et exhaustif. En effet, les documents tels que les supports de publication des avis d'attribution provisoire ou définitive, la situation des paiements ainsi que les documents justifiant la réception des biens, fournitures ou travaux, etc. afférents à certains marchés n'étaient pas systématiquement mis à notre disposition.

### **Sur les Marchés par DRP**

1. La publication des avis d'attribution des DRP n'est pas obligatoire. Toutefois, la SENELEC n'a pas informé les soumissionnaires non retenus, en violation des dispositions de la circulaire N°0004/PM /CAB/CP du 31 mars 2009.
2. Contrairement au point 2 de la circulaire N° 4/PM/CAB/CP du 31/03/2009 de la Primature portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP prévue par les dispositions de l'article 77 du CMP, les DRP dont le montant TTC dépasse les seuils (F.CFA 3 millions et F.CFA 5 millions) fixés par Arrêté MEF N°011585 du 28/12/2007 pris en application de l'article 77-3 du CMP, n'ont pas fait l'objet de contrat.
3. L'examen des DRP fait apparaître clairement des dépenses de même nature qui ont été mises dans des Demandes de renseignements et de prix différents dont le cumul atteindrait les seuils exigés pour les Appels d'Offres.

A notre avis, à l'exception de l'effet de la limitation décrite au paragraphe I ci-dessus et dont le dénouement pourrait se traduire par des anomalies significatives au regard du respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés et sous réserve de l'effet des situations décrites au paragraphe II ci-dessus et dont la levée pourrait modifier positivement notre opinion, la SENELEC s'est conformée au titre de l'exercice budgétaire 2009, dans tous les aspects significatifs, aux dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés.

**Dakar, le 31 mars 2011**

**Pour le Cabinet EAC**

**Serge HOUETO**

**Associé Gérant**

# SOMMAIRE

<b>SIGLES ET ACRONYMES .....</b>	<b>2</b>
<b>OPINION.....</b>	<b>3</b>
<b>1.1 CONTEXTE.....</b>	<b>8</b>
<b>1.1.1 PRESENTATION DE LA SENELEC .....</b>	<b>9</b>
1.1.1.1. Historique de la SENELEC .....	9
1.1.1.2. Cadre institutionnel.....	12
<b>1.1.2 MODALITES D'INTERVENTION .....</b>	<b>13</b>
1.1.2.1 Audit passation .....	13
1.1.2.2 Audit de l'exécution physique .....	14
1.1.2.3 Support informatique.....	16
<b>1.2. CONSTATS RELATIFS AU DISPOSITIF DES MARCHES PUBLICS .....</b>	<b>16</b>
<b>1.3. CONSTATS D'AUDIT .....</b>	<b>16</b>
1.3.1. ÉCHANTILLONS .....	16
1.3.2. CONSTATS GENERAUX RELATIFS A LA PASSATION ET A L'EXECUTION DES MARCHES .....	18
1.3.3. CONSTATS SPECIFIQUES RELATIFS A LA PASSATION DES MARCHES.....	19
1.3.4. CONSTATS SPECIFIQUES A L'EXECUTION FINANCIERE .....	22
<b>1.4. RECOMMANDATIONS.....</b>	<b>25</b>
<b>2. DISPOSITIF ET METHODOLOGIE DE L'AUDIT .....</b>	<b>32</b>
2.1. RAPPEL DES TERMES DE REFERENCES .....	32
2.2. METHODOLOGIE DE MISE EN ŒUVRE.....	36
2.3 DESCRIPTION DES TRAVAUX D'AUDIT .....	38
2.3.1. AUDIT DE LA PASSATION DES MARCHES .....	38
2.3.2. AUDIT DE L'EXECUTION FINANCIERE DES MARCHES .....	38
2.3.3. AUDIT TECHNIQUE .....	39
2.4. CONSTITUTION DE L'ECHANTILLON D'AUDIT .....	40
2.4.1 ÉCHANTILLON POUR L'AUDIT DES ASPECTS LIES A LA PASSATION DES MARCHES .....	40
2.4.2. ÉCHANTILLON POUR L'AUDIT TECHNIQUE .....	40
<b>3. AUDIT DU SYSTEME DES MARCHES .....</b>	<b>41</b>
3.1. RAPPELS .....	41
3.1.1. REGLEMENTATION EN VIGUEUR .....	41
3.1.2. PRINCIPES .....	41
3.1.3. PROCEDURES.....	42
3.2. CONSTATS RELATIFS AU DISPOSITIF DES MARCHES PUBLICS .....	50
3.2.1. RESPONSABILISATION DES MO ET MOD .....	50
3.2.1.1 Modalités de fonctionnement de la CPM.....	51
3.2.1.2 Capacité de lancer des mises en concurrence .....	51
3.2.2. EXERCICE DES CONTROLES.....	52
3.2.2.1 Rappels .....	52
3.2.2.2 Exercice des contrôles .....	52
3.2.2.3 Fonctionnement des CSCM .....	53
3.2.2.4 Rôle du Contrôleur financier .....	53
3.2.3. REGULATION .....	54
<b>4. AUDIT DE LA PASSATION ET DE L'EXECUTION DES MARCHES.....</b>	<b>56</b>
4.1. CONSTATS GENERAUX.....	56
4.1.1. CONSTAT DE CARENCE DOCUMENTAIRE .....	56
4.1.1.1 Carence documentaire concernant la passation.....	56
4.1.1.2 Carence documentaire concernant l'exécution financière .....	57
4.1.2. FRACTIONNEMENTS POTENTIELS .....	58
4.1.2.1 Rappels .....	58
4.1.2.2 Évaluation des fractionnements potentiels .....	59

<b>4.2. AUDIT DE LA PASSATION DES MARCHES</b>	<b>60</b>
<b>4.2.1. DOSSIERS D'APPELS D'OFFRES (DAO)</b>	<b>60</b>
4.2.1.1. Rappels	60
4.2.1.2. Constats	61
4.2.1.3. Commentaires	61
<b>4.2.2. AVIS D'APPELS D'OFFRES (AAO)</b>	<b>61</b>
4.2.2.1. Rappels	61
4.2.2.2. Constats	62
4.2.2.3. Commentaires	62
<b>4.2.3. RECEPTION ET DEPOUILLEMENT DES OFFRES</b>	<b>62</b>
4.2.3.1. Rappels	62
4.2.3.2. Constats	63
4.2.3.3. Commentaires	63
<b>4.2.4. ÉVALUATION DES OFFRES ET ATTRIBUTION DES MARCHES</b>	<b>63</b>
4.2.4.1. Rappels	63
4.2.4.2. Constats relatifs à l'évaluation	64
4.2.4.3. Commentaires relatifs à l'évaluation	64
4.2.4.4. Constats relatifs à l'Attribution	64
4.2.4.5. Commentaires relatifs à l'Attribution	64
4.2.5.1. Rappels	64
4.2.5.2. Constats	65
4.2.5.3. Commentaires	65
<b>4.2.6. DELAIS DE PASSATION DES MARCHES</b>	<b>65</b>
4.2.6.1. Rappels	65
4.2.6.2. Constats	66
<b>4.3. AUDIT DE L'EXECUTION FINANCIERE</b>	<b>67</b>
<b>4.3.1. CONSISTANCE DES TRAVAUX D'AUDIT DU VOLET FINANCIER</b>	<b>67</b>
4.3.1.1. Concernant l'engagement	67
4.3.1.2. Concernant le contrôle et de la certification et du service fait	67
4.3.1.3. Concernant la liquidation, le mandatement et le paiement des dépenses	68
<b>4.3.2. CONSTATS D'AUDIT SUR LE VOLET EXECUTION FINANCIERE</b>	<b>69</b>
4.3.2.1. Production et gestion des garanties contractuelles	69
4.3.2.2. Constats d'audit - Engagement, liquidation et mandatement des dépenses	69
4.3.2.3. Réceptions et paiement des prestations	69
<b>4.4. AUDIT DE L'EXECUTION PHYSIQUE</b>	<b>69</b>
<b>5. RECOMMANDATIONS</b>	<b>70</b>
<b>5.1. RECOMMANDATIONS GENERALES</b>	<b>70</b>
5.1.1. RECOMMANDATION RELATIVE A L'ARCHIVAGE	70
5.1.2. RECOMMANDATION RELATIVE AUX RAPPORTS DES OBSERVATEURS INDEPENDANTS	70
5.1.3. RECOMMANDATION CONCERNANT LE DEROULEMENT DES AUDITS A POSTERIORI	70
<i>La procédure d'audit des marchés publics de la SENELEC n'a connu aucun obstacle en provenance de l'Autorité contractante.</i>	70
<b>5.2. RECOMMANDATIONS RELATIVES AU FRACTIONNEMENT</b>	<b>70</b>
<b>5.3. RECOMMANDATION RELATIVE A LA CAPACITE DE GESTION DU PROCESSUS DE PASSATION DES MARCHES</b>	<b>70</b>
<b>5.4. RECOMMANDATION RELATIVE A L'ATTRIBUTION DES MARCHES</b>	<b>70</b>
<b>ANNEXE</b>	
<b>ANNEXE I : COMMENTAIRES DE LA SENELEC / OBSERVATION SUITE AU RAPPORT PROVISOIRE</b>	<b>71</b>
<b>ANNEXE II : NOS OBSERVATIONS</b>	<b>74</b>
<b>Annexe 7 : Qualité, transparence et efficacité des opérations de passation des marchés</b>	<b>76</b>
<b>Annexe 8 : Organisation institutionnelle de l'Autorité contractante</b>	<b>78</b>

## 1. DEROULEMENT DE LA MISSION

### 1.1 CONTEXTE

- i) Conscient du volume important de dépenses que représente la commande publique, du flot considérable de transactions qu'elle génère et désireux de promouvoir la transparence, l'efficacité et la responsabilisation, essentielles à une bonne gouvernance, dans un Etat de droit, le Gouvernement du Sénégal a procédé à une profonde réforme de son système de passation de marchés publics. Cette réforme aligne le système sénégalais sur les meilleures pratiques internationales en la matière, notamment en transposant les directives de l'UEMOA relatives à l'harmonisation des marchés publics des Etats membres de l'Union. Elle comporte d'importantes innovations par rapport à la réglementation antérieure en ce qu'elle consacre la régulation, institue le recours suspensif des soumissionnaires au stade de passation de marchés, rationalise le contrôle a priori, supprime définitivement les régimes dérogatoires, responsabilise davantage les ministères et organismes dépensiers et systématise le contrôle a posteriori.
- ii) Au plan institutionnel, la réforme a contribué à la création de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) sous forme d'autorité administrative indépendante, distincte du service administratif chargé du contrôle a priori de la passation des marchés, en l'occurrence la Direction Centrale des Marchés publics (DCMP).
- iii) Les missions de l'ARMP, autorité administrative indépendante dotée de l'autonomie financière, s'organisent autour du principe qui vise à séparer les fonctions de contrôle des marchés publics (conférées à la DCMP) des fonctions de régulation qui lui permettent d'intervenir sur l'ensemble du secteur, tant à travers des missions d'assistance dans l'élaboration des politiques ou de la conception d'outils de passation (documents et formulaires standards...), qu'en matière de formation ou de développement du cadre professionnel en plus des fonctions mêmes qui constituent le cœur de la régulation, l'audit et le règlement des conflits.
- iv) En particulier, l'ARMP est tenu de faire réaliser, **à la fin de chaque gestion budgétaire**, un audit indépendant en vue de contrôler et suivre la mise en œuvre de la réglementation en matière de passation, d'exécution et de contrôle des marchés et conventions.
- v) La présente mission concerne la mise en œuvre d'une revue indépendante pour la vérification, et, en référence au Code des Marchés publics (CMP), de la transparence et des conditions de régularité des procédures d'élaboration, de passation et d'exécution des marchés publics, des avenants et marchés complémentaires conclus au titre de l'exercice 2009 par les autorités contractantes indiquées à l'annexe 1 des présents termes de référence.



## **1.1.1 PRESENTATION DE LA SENELEC**

### **1.1.1.1. Historique de la SENELEC**

De 1886 à nos jours, la Société Nationale d'Electricité du Sénégal (SENELEC) a, dans le secteur de l'électricité, connu de nombreux changements.

En effet, l'année 1886 coïncide avec l'éclairage au gaz par l'ingénieur français Hyppolite VAUBOURG, de la ville de Saint-Louis qui était, à cette époque, la capitale du Sénégal. M. VAUBOURG signa, avec la municipalité de Saint-Louis, le traité sur l'éclairage au gaz le 30 novembre 1887. Mais le Conseil Municipal, sous la direction du Maire André BOURGMEISTER, lors de sa délibération du 04 avril 1887, avait déjà donné son accord pour l'éclairage à partir du gaz.

Cependant, la décision d'éclairer la ville avec l'électricité à la place du gaz allait changer le procédé. C'est ainsi que M. VAUBOURG donna une conférence sur l'électricité le 16 février 1888. Quelque temps après, l'usine de Saint-Louis fut construite. Elle se situait sur l'emplacement actuel des magasins de la SENELEC, et comportait deux (2) chaudières multitubulaires. Elle était alimentée par bois de chauffage. L'année 1889 fut celle de la constitution de la Société d'Eclairage Electrique du Sénégal. Mais celle-ci tomba en faillite le 17 février 1891, et sa liquidation fut décidée le 12 mai de la même année. Elle dut être vendue par la suite, sous la direction de M. RIVET greffier notaire.

Par ailleurs, l'usine fut achetée à trois mille (3000) francs à l'époque, par un groupe dirigé par Théodore CARPOT. Ainsi, le 28 septembre 1891, Société d'Eclairage Electrique du Sénégal (SEES) changea de nom pour devenir Nouvelle Société d'Eclairage Electrique du Sénégal (NSEES), avec un capital de soixante quinze mille (75 000) francs et trois cent (300) actions de deux cent cinquante (250) francs l'une. Cinq administrateurs étaient nommés pour un mandat de six (6) ans. L'année suivante, le Conseil d'Administration fut renouvelé.

En 1897, l'entreprise CARPOT réalisa les premières distributions d'énergie électrique, tandis qu'à Rufisque, elles le furent par la commune elle-même.

Sous l'impulsion de la Compagnie Africaine d'Electricité (CAE), les communes de Saint-Louis, Louga et Kaolack créèrent leurs propres unités de production, à partir de cette date.

Créée en 1909 à Dakar, la Compagnie d'Electricité du Sénégal est chargée d'assurer la production et la distribution de l'énergie électrique à Dakar. L'usine de production, implantée à 3 km de la ville en bordure de mer, est plus importante que celles de Saint-Louis et Rufisque car devant fonctionner jour et nuit pour assurer l'éclairage, le pompage de l'eau douce et l'alimentation de quelques installations de force motrice dont celles du chemin de fer.

Elle était équipée de trois (3) machines à vapeur d'une puissance unitaire de deux cent cinquante (250) chevaux.

Mais en 1929, se posait déjà le problème de l'éclairage électrique. En effet, le total des puissances installées pour la distribution atteignait 2500 kWh, tandis que le total des ventes d'énergie était de 3500 kWh.

Ainsi, au mois d'août de la même année, la Compagnie des Eaux et de l'Electricité de l'Ouest Africain (EEAO) fut constituée sous la forme d'une société anonyme dont le siège social est à Dakar. Ceci, en vue de se substituer par fusion à la Compagnie Africaine d'Electricité et à la Compagnie d'Electricité du Sénégal. C'est dans cette optique que l'usine de Bel Air fut installée à Dakar avec deux (02) nouveaux turboalternateurs.

De 1940 à 1945, la seconde guerre mondiale n'a pu empêcher le développement de l'électricité au Sénégal. D'importantes industries européennes se replièrent sur l'Afrique pour continuer leurs activités, et le Sénégal leur offrait toutes les conditions. Ainsi, le taux d'accroissement annuel étant de 15%, le total de la consommation atteignit 14 000 000 kWh.

A la fin des années 1952, on note un accroissement des demandes avec la conjoncture économique prévue dans les prochaines années.

Une nouvelle centrale (CII) d'une puissance de 5 000 kWh fut créée. On installa alors les 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> turboalternateurs de 12 000 kWh respectivement en juillet 1959 et juillet 1961 afin de porter la puissance de la CII à 51 200 kWh.

L'installation du 4<sup>ème</sup> groupe a été motivée par la création de la Compagnie Sénégalaise des Phosphates de TAIBA dont les installations situées à 40 km au nord-ouest de Thiès demandent une puissance dans l'ordre de 7 000 à 8 000 kW. Cette alimentation sera assurée à partir de Dakar par une ligne de 90 kW passant par Rufisque et Thiès.

L'année 1955 coïncide avec le démarrage d'un important programme d'électrification avec l'extension du réseau préexistant dans la presqu'île du Cap-Vert.

Au cours de l'année 1964, des constructions de lignes de 30 kW Mbour – Joal d'une part, et Diourbel – Mbacké – Touba d'autre part, ont été réalisées, ainsi que l'électrification des agglomérations de Mboro – Ngazobil et Joal.

Par ailleurs, dans cette même année, la Centrale II du Cap des biches est construite dans le but de renforcer les moyens de production de la région de Dakar et Thiès. Elle est mise en service en 1966.

A cette époque, l'Etat du Sénégal, indépendant depuis six (6) ans, commença à participer à l'exploitation de l'électricité. Ainsi, il demanda la refonte de tous les textes législatifs et réglementaires le liant aux sociétés concessionnaires d'énergie électrique.

A la faveur de cette refont, l'Etat s'associe plus étroitement aux activités des sociétés qu'il contrôle. Ses représentants siègent au Conseil d'Administration des sociétés concessionnaires, en particulier celui de la CEEAO, dont il détient le quart du capital.

L'énergie électrique constituant un secteur vital pour l'économie du pays, les négociations se poursuivront entre les représentants de la compagnie et l'Etat qui considère que l'intérêt national exige de prendre en main d'une façon plus directe ce secteur.

En 1971, l'Etat racheta les installations de production, de transport, de distribution et créa deux sociétés :

- l'Electricité du Sénégal (EDS), société de patrimoine à caractère d'économie mixte, responsable des investissements ;
- et la Sénégalaise de Distribution d'Energie Electrique (SENELEC). Celle-ci est une société d'économie mixte dont le capital est constitué à 50% par l'Etat et 50% par la Compagnie EEOA.

Elle est chargée de l'exploitation par l'Etat des ouvrages et de la vente de l'énergie électrique pour l'ensemble du pays hormis Diourbel et Ziguinchor (Convention Générale du 02 janvier 1974).

Le 04 juillet 1973, un contrat de gestion technique a été signé entre la SENELEC et la Cie EEOA conformément aux clauses de la convention du 20 janvier 1972.

EDS et SENELEC reçurent de l'Etat une concession pour quinze (15) ans à partir du 01 janvier 1972, par la Convention Générale du 09 janvier 1974. Ainsi, les parts de la Cie EEOA furent rachetées par l'Etat en 1982, et en 1983, la nationalisation devient effective. En effet, par la loi 83-72 du 05 juillet 1983, l'Etat créa la Société Nationale d'Electricité (SENELEC), société unique à caractère industriel et commercial par actions dont le capital social est de soixante trois (63) milliards de francs CFA entièrement souscrit par l'Etat.

La SENELEC est régie par le décret 83-823 du 01 aout 1983 portant approbation de ses statuts. Par ailleurs, le décret 84-1128 du 04 octobre 1984 lui confère le monopole de la production, du transport et de la vente d'énergie électrique dans tout le pays. La dernière mutation qui remonte à janvier 1998 concerne l'ouverture du capital de la SENELEC à l'actionnariat public.

Le Consortium Elyo-Hydro Québec devient le partenaire stratégique à partir du 31 mars 1999 par le biais de la Sénégalaise d'Investissement que ces deux groupes avaient créée. Le 04 juin 2001, la SENELEC revient dans le portefeuille de l'Etat du fait de la rupture du partenariat entre l'Etat Sénégalais et le Consortium.

La seconde opération de privatisation entamée suite aux modifications apportées par la loi n° 2002-01 du 10 janvier 2002 sur le développement de la production électrique et le changement du régime de propriété des installations de production, transport et distribution n'a pas abouti après l'échec des négociations entre Vivendi Environnement et l'Etat du Sénégal. Cependant, l'option prise par l'Etat n'est pas remise en cause.

Ainsi donc, l'Etat décide de prendre en main la gestion de SENELEC.

Enfin, le siège social de la SENELEC se trouve au 28, rue VIENVENS, BP 93 – Dakar.

#### **1.1.1.2. Cadre institutionnel**

La SENELEC est une société anonyme à capitaux publics majoritaires, concessionnaire de la production, du transport, de la distribution et de la vente de l'énergie électrique sur toute l'étendue du territoire national, mais également de l'identification, de la réalisation et du financement des nouveaux ouvrages :

- Elle fonctionne avec ses seules ressources et doit assurer l'équilibre de son compte d'exploitation ;
- Elle est soumise à la tutelle de l'Etat qui l'exerce par le Canal du Ministère de l'Energie, des Mines et de l'Industrie.

L'Etat assure la régulation et le contrôle du secteur pour la recherche de l'efficacité du système économique, eu égard à la position stratégique de l'industrie électrique dans l'économie nationale. La fonction d'arbitrage de l'Etat s'exerce à travers le Ministère de l'Energie, des Mines et de l'Industrie qui assure la tutelle administrative et technique du secteur énergétique par l'intermédiaire de la Direction de l'Energie et la Commission de Régulation de l'énergie, créée en 2000.

Le capital de la SENELEC est aujourd'hui de 119 milliards francs CFA.

## **1.1.2 MODALITES D'INTERVENTION**

### **1.1.2.1 Audit passation**

#### **Méthodologie**

Bien que s'agissant d'une mission spécifique avec des particularités, sa réalisation donnera lieu à la mise en œuvre de normes d'audit généralement admises. Pour cela, un certain nombre d'étapes pouvant se résumer comme suit, seront respectées.

#### **Prise de connaissance**

En raison du nombre d'autorités contractantes, pour chacune d'entre elles nous passerons d'abord par une phase essentielle intitulée « Prise de connaissance » qui permet de rassembler toutes les informations générales et particulières se rapportant à la structure. Elles passent par son organisation, son fonctionnement, les ressources humaines, son activité. Cette phase permet d'identifier les points forts et les points faibles. Elle nous permet d'identifier les points sur lesquels nous pourrions nous reposer lors de nos contrôles. Au cours de cette phase sont également privilégiés les entretiens avec le Personnel.

#### **Analyse des types d'appels d'offres**

Après la phase de prise de connaissance générale, nous procéderons à une analyse approfondie des différents types de marchés que l'Autorité contractante a eu à signer au cours de l'exercice. Cette phase nous aidera pour la sélection des marchés à auditer et pour déterminer la nature des contrôles qui seront mis en œuvre afin de répondre aux objectifs de la mission.

## **Validation des différentes étapes à retenir en fonction du type d'appel d'offres**

Sur la base des procédures en vigueur au sein de l'Autorité contractante, nous nous assurerons que les étapes retenues pour chaque type d'appels d'offres sont conformes aux dispositions du Code des Marchés Publics. Nous mettrons en évidence les points pouvant paraître contestables, nous ferons toute investigation pouvant justifier leur choix. Des entretiens seront entrepris avec les services internes des Autorités contractantes afin d'obtenir des précisions sur certains points.

### **Sélection et validation des échantillons de contrats**

Après avoir effectué les phases indiquées ci-avant, nous procéderons à la sélection des contrats devant faire l'objet de contrôle conformément aux critères fixés dans les termes de référence. Cette phase de la mission revêt un caractère très important, puisqu'elle va constituer la base de nos contrôles à partir de laquelle nous nous prononcerons sur la recevabilité ou non des contrats signés par l'Autorité contractante.

L'échantillon devra être composé comme suit :

- au moins 15% des marchés atteignant les seuils de contrôle de la DCMP (non compris les marchés par entente directe).
- au moins 25% des marchés n'atteignant pas les seuils de contrôle de la DCMP mais supérieurs aux seuils de passation de marchés (non compris les marchés par entente directe).
- au moins 25% des demandes de renseignements et de prix et, 100% des marchés passés par entente directe.

Pour chaque catégorie de marchés dont la population est inférieure à 10, la revue doit concerner l'ensemble des marchés passés.

Pour chacune des 2 premières catégories de marchés ci-dessus, le consultant devra s'assurer d'une distribution adéquate en prenant en compte à la fois les différents modes de passation et natures de marchés (fournitures et services, prestations intellectuelles, travaux).

Les vérifications seront faites conformément aux éléments indiqués dans les termes de référence en fonction des phases prévues pour chaque type de marchés.

#### **1.1.2.2 Audit de l'exécution physique**

## **Dispositions particulières pour l'audit de l'exécution physique**

Tous les marchés sélectionnés ne pouvant pas faire l'objet d'un contrôle physique (nettoyage, désherbage, gardiennage, fournitures fongibles à consommation immédiate etc.), nous devons prévoir de procéder à un deuxième échantillonnage de marchés devant être soumis à une vérification physique approfondie. Ainsi, l'audit de contrôle physique devra porter sur 25% des marchés en cours d'exécution ou déjà exécutés par l'Autorité contractante pour l'exercice concerné par l'audit, en excluant les contrats non éligibles au contrôle physique, auxquels s'ajouteront tous les marchés ayant fait l'objet de litiges et ceux passés par entente directe.

Comme indiqué dans les TDR, nous prévoyons l'intervention de 2 experts « domaines » dont le profil sera déterminée après la constitution des échantillons.

Pour chaque marché sélectionné, les contrôles porteront sur les points ci-après :

- Contrôle de la matérialité des dépenses effectuées ;
- Diagnostic sur l'état des ouvrages, équipements, fournitures, ou rapports (pour les prestations intellectuelles) par référence à leur prix, à leur description dans le marché et à leur état actuel, compte tenu de leur âge et leurs conditions d'utilisation ;
- Conformité de la réception de la livraison ou de l'achèvement des travaux, biens ou services avec les spécifications ;
- Justification technique et financière des avenants et ordres de services signés.

De façon plus précise, pour les marchés de travaux, les expertises pourraient porter sur :

- La conformité physique des travaux avec les PV de réception provisoire et définitive,
- La qualité, la véracité et la sincérité des documents de contrôle par rapport aux constatations physiques pouvant être faites sur site,
- L'état de fonctionnement des ouvrages,
- Les prix unitaires pratiqués pour les principales rubriques par rapport à ceux du marché,
- La cohérence des quantités,
- La mise à jour de mal façons,
- Les dangers éventuels pouvant découler de certains ouvrages.

Pour les marchés passés par entente directe, des dispositions devront être prises pour valider les prix de revient.

Dans les recommandations qui seront faites, des indications claires seront données pour les marchés dans lesquels il y a des indices de fraudes et de corruption afin de permettre à l'ARMP de poursuivre les investigations appropriées.

**L'audit de l'exécution physique constitue la seconde phase de la mission et fera l'objet d'un rapport séparé.**

**1.1.2.3 Support informatique**

Durant toute la Mission les Equipes ont disposé de supports informatiques adéquats pour la collecte des données et leur traitement.

**1.2. CONSTATS RELATIFS AU DISPOSITIF DES MARCHES PUBLICS**

**1.3. CONSTATS D'AUDIT**

**1.3.1. ÉCHANTILLONS**

Au titre de la gestion 2009, la SENELEC a passé au total 135 marchés publics pour un montant total de F.CFA 220 704 273 017 dont :

- vingt quatre (24) Appels d'Offres Ouverts (AOO) pour un montant total de F.CFA 15 938 563 952 ;
- un (1) Appels d'Offres Restreint (AOR) pour un montant de F.CFA 203 980 931 924 ;
- et cent dix (110) Demandes de Renseignement et de Prix (DRP) pour un montant total de F.CFA 784 777 141.

La revue indépendante de la conformité de la passation des marchés de la SENELEC a concerné :

- dix sept (17) AOO pour un montant total de F.CFA 14 030 054 259 soit 88% ;
- l'AOR pour un montant de F.CFA 203 980 931 924 soit 100% ;
- trente (30) DRP pour un montant total de F.CFA 524 548 297 soit 67%.



Modes de passation de marchés	Récapitulatif des marchés passés au titre de la gestion 2009		Récapitulatif des marchés examinés lors de la présente revue	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Appel d'offres ouvert (AOO)	24	15 938 563 952	17	14 030 054 259
Appel d'offres restreint (AOR)	1	203 980 931 924	1	203 980 931 924
Prestations intellectuelles (PI)	0	0	0	0
Demande de Renseignements et de Prix (DRP)	110	784 777 141	30	524 548 297
Entente directe (ED)	0	0	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>135</b>	<b>220 704 273 017</b>	<b>48</b>	<b>218 535 534 480</b>
			<b>36 % du total</b>	<b>99 % du total</b>

### 1.3 .2. CONSTATS GENERAUX RELATIFS A LA PASSATION ET A L'EXECUTION DES MARCHES

RUBRIQUES	CONSTATS
Publication de l'Avis Général de Passation des Marchés	Contrairement aux dispositions du paragraphe 3 de l'article 6 du CMP, le marché de l'Appel d'Offres Restreint N° 25/09 « Fourniture de Combustible » pour un montant de F.CFA 203 980 931 924 n'a pas été indiqué de façon explicite dans l'Avis Général de Passation de Marché publié dans le journal « LE SOLEIL » du 15/01/2009.
Délais de publication de l'avis d'attribution définitive	Les délais de publication des avis d'attribution définitive pour certains Appels d'Offres étaient anormalement longs. En effet, ces délais vont de 18 à 19 mois pour certains Appels d'Offres.
Délais de livraison des biens ou services ou d'exécution des travaux	Les délais de livraison des biens ou services ou délais d'exécution des travaux relatifs à certains marchés étaient anormalement longs. En effet, ces délais étaient supérieurs à 1 an pour certains Appels d'Offres.
Situation des paiements afférents aux Appels d'Offres.	La plupart des Appels d'Offres n'ont pas fait l'objet de paiement à cause des réceptions très tardives des biens, services ou travaux.
Publication des avis d'attributions des DRP	La publication des avis d'attributions des DRP n'est pas obligatoire. Toutefois, la SENELEC s'est soustraite de son obligation d'informer les soumissionnaires non retenus en violation des dispositions de la circulaire N°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009.
Projets de Contrats sur les marchés de DRP	Contrairement au point 2 de la circulaire N° 4/PM/CAB/CP du 31/03/2009 de la Primature portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP prévue par les dispositions de l'article 77 du CMP, les DRP dont le montant TTC dépasse les seuils (F.CFA 3 millions et F.CFA 5 millions) fixés par Arrêté MEF N°011585 du 28/12/2007 pris en application de l'article 77-3 du CMP n'ont pas fait l'objet de contrat.
Dépenses de même nature	L'examen des DRP fait apparaître clairement des dépenses de même nature qui ont été mises dans des Demandes de renseignements et de prix différentes dont le cumul atteindrait les seuils exigés pour les Appels d'Offres.

Nomination des membres de la Commission des Marchés	La Commission des marchés a été créée par Note N° 15/09 de 29 Mai 2009. Cette Note a été transmise à la DCMP le 8 Juin 2009. Cependant, cette commission est composée de 5 membres de la SENELEC au lieu des 4 prévus par les dispositions de l'article 2.d) de l'Arrêté MEF N° 011588 du 28/12/2007 pris en application de l'article 36.1 du CMP.
Archivage des documents par la Cellule de Passation de Marchés	L'archivage des documents de marchés par la cellule n'est pas effectif et exhaustif. En effet, les documents tels que les supports de publication des avis d'attribution provisoire ou définitive, la situation des paiements ainsi que les documents justifiant la réception des biens, fournitures ou travaux, etc. afférents à certains marchés n'ont pas été systématiquement mis à notre disposition.

### 1.3.3. CONSTATS SPECIFIQUES RELATIFS A LA PASSATION DES MARCHES

<b>Fourniture de Combustible</b>	
<b>Rubriques</b>	<b>Descriptions</b>
Type de Marché	Fourniture
Mode de Passation	AOR
Référence du Marché	N° 25/09
Montant du Marché	F.CFA 203 980 931 924 TTC
Attributaire	ITOC S.A. – 2, Place de l'Indépendance – Immeuble SDIH, 9 <sup>ème</sup> étage, BP 500 – Dakar Sénégal
<b>Constats</b>	Contrairement aux dispositions de l'article 112 du CMP et aux dispositions du paragraphe 42.1 des Instructions aux Candidats, le candidat retenu, ITOC, n'a pas fourni une garantie de bonne exécution pour ce marché d'AOR.

<b>Construction de l'Agence SENELEC de Thiaroye</b>	
<b>Rubriques</b>	<b>Descriptions</b>
Type de Marché	Travaux
Mode de Passation	AOO
Référence du Marché	N° 02/2009/CCM
Montant du Marché	F.CFA 468 588 059 HT (F.CFA 552 933 910 TTC)

Attributaires	SOTRACOM, Sacré Cœur III N° 82 – BP 15762 – Tél : +221 33 869 07 67 – Fax : +221 33 869 07 73.
<b>Constats</b>	Contrairement aux dispositions de l'article 67.4 du CMP, le PV d'ouverture des offres de cet AOO n'a pas été transmis aux soumissionnaires.
	La Commission des marchés ayant procédé à l'ouverture des offres du marché de cet AOO n'est pas compétente. En effet, elle a été représentée par deux personnes qui n'en sont pas membres.
	Ce marché d'AOO n'a toujours pas été signé au moment de notre intervention.

<b>Location de groupe électrogène d'une puissance 4.5MW pour la Centrale de BOUTOUTE</b>	
<b>Rubriques</b>	<b>Descriptions</b>
Type de Marché	Travaux
Mode de Passation	AOO
Référence du Marché	N° 01/09
Montant du Marché	F.CFA 74 123 141 HT (F.CFA 87 465 306 TTC)
Attributaires	AGGREKO 5 Rue Boole 91240 Saint-Michel sur orge
<b>Constats</b>	Les supports de publication de l'avis d'attribution provisoire de cet AOO n'ont pas été mis à disposition. Cette situation ne nous a pas permise de vérifier le respect des dispositions de l'article 81.3 du CMP.
	Les supports de publication de l'avis d'attribution définitive de cet AOO n'ont pas été mis à notre disposition. Cette situation ne nous a pas permis de vérifier le respect des dispositions de l'article 83 du CMP.
	Les documents (PV de réception, bordereau de livraison, etc.) justifiant la réception des services cet AOO n'a pas été mis à notre disposition.

<b>Extension de la centrale de Tambacounda</b>	
<b>Rubriques</b>	<b>Descriptions</b>
Type de Marché	Travaux
Mode de Passation	AOO
Référence du Marché	N° 16/09/CCM
Montant du Marché	F.CFA 8 393 589 045 HT (F.CFA 9 904 435 073 TTC)

Attributaires	MAN DIESEL SEMELEC POWER GEN Inc.
<b>Constats</b>	Les supports de publication de l'avis d'attribution définitive de cet AOO n'ont pas été mis à notre disposition.
	Les documents (PV de réception, bordereau de livraison, etc.) justifiant la réception des travaux de cet AOO n'ont pas été mis à notre disposition. En effet, cette réception ne peut être faite car le marché n'est pas encore attribué définitivement. Cependant, l'attribution provisoire a été publiée dans le journal LE SOLEIL depuis le 14/06/2009 soit depuis un (1) an six (6) mois

<b>Remplacement du système de contrôle commande de la turbine à gaz N°03</b>	
<b>Rubriques</b>	<b>Descriptions</b>
Type de Marché	Travaux
Mode de Passation	AOO
Référence du Marché	N° 11/2009
Montant du Marché	Non précis
Attributaires	ICS Innovation Control System
<b>Constats</b>	Les supports de publication de l'avis d'attribution définitive de cet AOO n'ont pas été mis à notre disposition.
	Les documents (PV de réception, bordereau de livraison, etc.) justifiant la réception des travaux de cet AOO n'ont pas été mis à disposition. En effet, la réception ne peut être faite selon la SENELEC car le marché n'est pas encore attribué définitivement. Cependant, l'attribution provisoire a été publiée dans le journal WALFADJRI depuis le 11/05/2009 soit depuis un (1) an sept (7) mois.

<b>Fourniture et pose compteurs de débit combustible dans les centrales</b>	
<b>Rubriques</b>	<b>Descriptions</b>
Type de Marché	Travaux
Mode de Passation	AOO
Référence du Marché	N° 10/09/CCH
Montant du Marché	FCFA 187 298 438 HT (F.CFA 221 012 157 TTC)
Attributaires	SAHEL GAZ Domaine industriel SODIDA Bâtiment n°2257 Dakar –Sénégal.
<b>Constats</b>	Les documents (PV de réception, bordereau de livraison, etc.) justifiant la réception des travaux de cet AOO n'ont pas été mis à notre disposition.

<b>Travaux de couverture des événements religieux 2010</b>	
<b>Rubriques</b>	<b>Descriptions</b>
Type de Marché	Travaux
Mode de Passation	AOO
Référence du Marché	N° 24/09
Montant du Marché	F.CFA 158 279 516 HT (F.CFA 186 769 829 TTC)
Attributaires	LSE Km 2,5 Bd du centenaire de la commune de Dakar BP 4218 Dakar-Sénégal.
<b>Constats</b>	Les documents (PV de réception, bordereau de livraison, etc.) justifiant la réception des travaux de cet AOO n'ont pas été mis à notre disposition.

<b>Travaux d'amélioration et d'extension de la couverture du réseau de radiocommunication VHF des délégations régionales DRCO et DRS</b>	
<b>Rubriques</b>	<b>Descriptions</b>
Type de Marché	Travaux
Mode de Passation	AOO
Référence du Marché	N° 18/09
Montant du Marché	F.CFA 175 586 864 HT (F.CFA 207 192 500 TTC)
Attributaires	CFAO Technologie Km 2,5 Bd du centenaire de la commune de Dakar BP 4218 Dakar-Sénégal.
<b>Constats</b>	Les documents justifiant la situation des paiements afférents à cet AOO n'ont pas été mis à notre disposition.
	Le Marché (Contrat) de cet AOO n'a pas été mis à notre disposition.

#### 1.3.4. CONSTATS SPECIFIQUES A L'EXECUTION FINANCIERE

<b>Fourniture de Combustible</b>	
<b>Rubriques</b>	<b>Descriptions</b>
Type de Marché	Fourniture
Mode de Passation	AOR
Référence du Marché	N° 25/09
Montant du Marché	F.CFA 203 980 931 924 TTC
Attributaire	ITOC S.A. – 2, Place de l'Indépendance – Immeuble SDIH, 9 <sup>ième</sup> étage, BP 500 – Dakar Sénégal
<b>Constats</b>	Les documents justifiant la situation des paiements afférents à cet AOR n'ont pas été mis à notre disposition.

<b>Location de groupe électrogène d'une puissance 4.5MW pour la Centrale de BOUTOUTE</b>	
<b>Rubriques</b>	<b>Descriptions</b>
Type de Marché	Travaux
Mode de Passation	AOO
Référence du Marché	N° 01/09
Montant du Marché	F.CFA 74 123 141 HT (F.CFA 87 465 306 TTC)
Attributaires	AGGREKO 5 Rue Boole 91240 Saint-Michel sur orge
<b>Constats</b>	Les documents justifiant la situation des paiements afférents à cet AOO n'ont pas été mis à notre disposition

<b>Extension de la centrale de Tambacounda</b>	
<b>Rubriques</b>	<b>Descriptions</b>
Type de Marché	Travaux
Mode de Passation	AOO
Référence du Marché	N° 16/09/CCM
Montant du Marché	F.CFA 8 393 589 045 HT (F.CFA 9 904 435 073 TTC)
Attributaires	MAN DIESEL SEMELEC POWER GEN Inc.
<b>Constats</b>	Les documents justifiant la situation des paiements afférents à cet AOO n'ont pas été mis à notre disposition.

<b>Remplacement du système de contrôle commande de la turbine à gaz N°03</b>	
<b>Rubriques</b>	<b>Descriptions</b>
Type de Marché	Travaux
Mode de Passation	AOO
Référence du Marché	N° 11/2009
Montant du Marché	Non précis
Attributaires	ICS Innovation Control System
<b>Constats</b>	Les documents justifiant la situation des paiements afférents à cet AOO n'ont pas été mis à notre disposition.

<b>Fourniture et pose compteurs de débit combustible dans les centrales</b>	
<b>Rubriques</b>	<b>Descriptions</b>
Type de Marché	Travaux
Mode de Passation	AOO
Référence du Marché	N° 10/09/CCH
Montant du Marché	FCFA 187 298 438 HT (F.CFA 221 012 157 TTC)
Attributaires	SAHEL GAZ Domaine industriel SODIDA Bâtiment n°2257 Dakar –Sénégal.
<b>Constats</b>	Les documents justifiant la situation des paiements afférents à cet AOO n’ont pas été mis à notre disposition.

<b>Travaux de couverture des événements religieux 2010</b>	
<b>Rubriques</b>	<b>Descriptions</b>
Type de Marché	Travaux
Mode de Passation	AOO
Référence du Marché	N° 24/09
Montant du Marché	F.CFA 158 279 516 HT (F.CFA 186 769 829 TTC)
Attributaires	LSE Km 2,5 Bd du centenaire de la commune de Dakar BP 4218 Dakar-Sénégal.
<b>Constats</b>	Les documents justifiant la situation des paiements afférents à cet AOO n’ont pas été mis à notre disposition.

<b>Travaux d’amélioration et d’extension de la couverture du réseau de radiocommunication VHF des délégations régionales DRCO et DRS</b>	
<b>Rubriques</b>	<b>Descriptions</b>
Type de Marché	Travaux
Mode de Passation	AOO
Référence du Marché	N° 18/09
Montant du Marché	F.CFA 175 586 864 HT (F.CFA 207 192 500 TTC)
Attributaires	CFAO Technologie Km 2,5 Bd du centenaire de la commune de Dakar BP 4218 Dakar-Sénégal.
<b>Constats</b>	Les documents justifiant la situation des paiements afférents à cet AOO n’ont pas été mis à notre disposition.



## 1.4. RECOMMANDATIONS

<b>Fourniture de Combustible</b>	
<b>Recommandations</b>	<p>Renforcement de capacités des membres de la Commission des marchés.</p> <p><b><u>Commentaires SENELEC :</u></b></p> <p>Dans le courant de l'année 2009, la Directrice de la Cellule de Passation des Marchés et une vingtaine d'agents ont été formés par l'ARMP sur l'ensemble des modules relatifs à la passation des marchés.</p> <p>Pour l'année 2010, l'expression de besoin de formation a été transmise à l'ARMP par lettre n°1641 du 22/06/10. A ce jour elle n'a pas encore connu de suite.</p> <p>Amélioration de la qualité de l'archivage des documents de marchés.</p> <p><b><u>Commentaires SENELEC :</u></b></p> <p>Sur ce point, la Cellule créée fin mai 2009 est en train de mettre en place un système d'archivage qui est en cours d'organisation. Cette organisation a pour objectif la mise en conformité du système d'archivage. Les documents attestant les règlements sont en voie de transmission à la Cellule par les services compétents.</p>
	<p>L'Avis Général de Passation des Marchés renvoie au Plan de Passation des Marchés (PPM) qui prévoit la Fourniture de Combustible.</p> <p>C'est le modèle type recommandé par l'ARMP qui a été utilisé. Ce modèle ne prend pas en compte les modalités de paiements. Par ailleurs ces modalités de paiements sont précisées dans le DAO.</p> <p>Ce dossier est déjà traité dans la section portant sur la Disponibilité des documents justifiant la réception des biens, services ou travaux de cet AOR.</p>
	<p>En raison de son importance en termes de montant, cet AOR devrait être indiqué de façon explicite dans l'Avis Général de Passation de Marché</p> <p>La section portant sur la Disponibilité des documents justifiant la réception des biens, services ou travaux de certains marchés ne peut justifier la situation des paiements afférents à cet AOR. En effet, les documents mentionnés dans cette section sont plutôt relatifs au contrôle qualité des produits et non à la situation des paiements.</p> <p>Cependant, ce souhait de la SENELEC sera porté à la connaissance de l'ARMP pour en donner une suite.</p>
<b>Appréciation du Cabinet</b>	

<b>Construction Agence SENELEC de Thiaroye</b>	
<b>Recommandations</b>	<p>Renforcement de capacités des membres de la Commission des marchés.</p> <p><b><u>Commentaires SENELEC :</u></b></p> <p>Dans le courant de l'année 2009, la Directrice de la Cellule de Passation des Marchés et une vingtaine d'agents ont été formés par l'ARMP sur l'ensemble des modules relatifs à la passation des marchés.</p> <p>Pour l'année 2010, l'expression de besoin de formation a été transmise à l'ARMP par lettre n°1641 du 22/06/10. A ce jour elle n'a pas encore connu de suite.</p>
	<p>Amélioration de la qualité de l'archivage des documents de marchés.</p> <p><b><u>Commentaires SENELEC :</u></b></p> <p>Sur ce point, la Cellule créée fin mai 2009 est en train de mettre en place un système d'archivage qui est en cours d'organisation. Cette organisation a pour objectif la mise en conformité du système d'archivage. Les documents attestant les règlements sont en voie de transmission à la Cellule par les services compétents.</p>
<b>Commentaires de la SENELEC</b>	<p>Antérieure à la création de la Cellule</p>
	<p>Ces personnes ont été cooptées à titre de suppléants pour leurs compétences.</p> <p>Contentieux en cours. ARMP informée, l'attributaire refuse de signer le contrat et demande des modalités de paiements différentes de celles prévues dans le dossier d'appel d'offres. (document dans le dossier remis aux auditeurs)</p>
<b>Appréciation du Cabinet</b>	<p>Nous n'avons pas d'observations particulières à formuler sur les commentaires fournis par la SENELEC. Par ailleurs, ce souhait de la SENELEC sera porté à la connaissance de l'ARMP pour en donner une suite.</p>

**Location de groupe électrogène d'une puissance 4.5MW pour la Centrale de BOUTOUTE**

<b>Recommandations</b>	<p>Renforcement de capacités des membres de la Commission des marchés.</p> <p><b><u>Commentaires SENELEC :</u></b></p> <p>Dans le courant de l'année 2009, la Directrice de la Cellule de Passation des Marchés et une vingtaine d'agents ont été formés par l'ARMP sur l'ensemble des modules relatifs à la passation des marchés.</p> <p>Pour l'année 2010, l'expression de besoin de formation a été transmise à l'ARMP par lettre n°1641 du 22/06/10. A ce jour elle n'a pas encore connu de suite.</p> <p>Amélioration de la qualité de l'archivage des documents de marchés.</p> <p><b><u>Commentaires SENELEC :</u></b></p> <p>Sur ce point, la Cellule créée fin mai 2009 est en train de mettre en place un système d'archivage qui est en cours d'organisation. Cette organisation a pour objectif la mise en conformité du système d'archivage. Les documents attestant les règlements sont en voie de transmission à la Cellule par les services compétents.</p>
<b>Commentaires de la SENELEC</b>	<p>Antérieur à la création de la Cellule, problème d'archivage suite au transfert des documents</p>
<b>Appréciation du Cabinet</b>	<p>Nous n'avons pas d'observations particulières à formuler sur les commentaires fournis par la SENELEC. Par ailleurs, ce souhait de la SENELEC sera porté à la connaissance de l'ARMP pour en donner une suite.</p>

<b>Extension de la centrale de Tambacounda</b>	
<b>Recommandations</b>	<p>Renforcement de capacités des membres de la Commission des marchés.</p> <p><b><u>Commentaires SENELEC :</u></b></p> <p>Dans le courant de l'année 2009, la Directrice de la Cellule de Passation des Marchés et une vingtaine d'agents ont été formés par l'ARMP sur l'ensemble des modules relatifs à la passation des marchés.</p> <p>Pour l'année 2010, l'expression de besoin de formation a été transmise à l'ARMP par lettre n°1641 du 22/06/10. A ce jour elle n'a pas encore connu de suite.</p> <p>Amélioration de la qualité de l'archivage des documents de marchés.</p> <p><b><u>Commentaires SENELEC :</u></b></p> <p>Sur ce point, la Cellule créée fin mai 2009 est en train de mettre en place un système d'archivage qui est en cours d'organisation. Cette organisation a pour objectif la mise en conformité du système d'archivage. Les documents attestant les règlements sont en voie de transmission à la Cellule par les services compétents.</p>
<b>Commentaires de la SENELEC</b>	<p>Dossier d'Appel d'Offres en cours (pas de paiement). Travaux en cours (pas de PV de réception).</p>
<b>Appréciation du Cabinet</b>	<p>Ce DAO est toujours en cours, selon la SENELEC. Cependant, l'attribution provisoire a été publiée dans le journal LE SOLEIL le 14/06/2009 soit depuis un (1) an six (6) mois, avec comme attributaire MAN DIESEL SEMELEC POWER GEN Inc.</p> <p>Les paiements ne peuvent être effectués selon la SENELEC car le marché n'est pas encore attribué définitivement et la réception n'est pas encore faite. Cependant, l'attribution provisoire a été publiée dans le journal LE SOLEIL le 14/06/2009 soit depuis un (1) an six (6) mois.</p>

<b>Remplacement du système de contrôle commande de la turbine à gaz N°03</b>	
<b>Recommandations</b>	<p>Renforcement de capacités des membres de la Commission des marchés.</p> <p><b><u>Commentaires SENELEC :</u></b></p> <p>Dans le courant de l'année 2009, la Directrice de la Cellule de Passation des Marchés et une vingtaine d'agents ont été formés par l'ARMP sur l'ensemble des modules relatifs à la passation des marchés.</p> <p>Pour l'année 2010, l'expression de besoin de formation a été transmise à l'ARMP par lettre n°1641 du 22/06/10. A ce jour elle n'a pas encore connu de suite.</p>

	<p>Amélioration de la qualité de l'archivage des documents de marchés.</p> <p><b><u>Commentaires SENELEC :</u></b></p> <p>Sur ce point, la Cellule créée fin mai 2009 est en train de mettre en place un système d'archivage qui est en cours d'organisation. Cette organisation a pour objectif la mise en conformité du système d'archivage. Les documents attestant les règlements sont en voie de transmission à la Cellule par les services compétents.</p>
<b>Commentaires de la SENELEC</b>	<p>Dossier d'Appel d'Offres en cours (pas de paiement).</p> <p>Travaux en cours (pas de PV de réception).</p>
<b>Appréciation du Cabinet</b>	<p>Ce DAO est toujours en cours, selon la SENELEC. Cependant, l'attribution provisoire a été publiée dans le journal WALFADJRI le 11/05/2009 soit depuis un (1) an sept (7) mois, avec comme attributaire ICS Innovation Control System. Cette situation ne nous a pas permis de vérifier le respect des dispositions de l'article 83 du CMP.</p> <p>Les paiements ne peuvent être effectués selon la SENELEC car le marché n'est pas encore attribué définitivement et la réception ne peut être faite. Cependant, l'attribution provisoire a été publiée dans le journal WALFADJRI le 11/05/2009 soit depuis un (1) an sept (7) mois.</p>

<b>Fourniture et pose compteurs de débit combustible dans les centrales</b>	
<b>Recommandations</b>	<p>Renforcement de capacités des membres de la Commission des marchés.</p> <p><b><u>Commentaires SENELEC :</u></b></p> <p>Dans le courant de l'année 2009, la Directrice de la Cellule de Passation des Marchés et une vingtaine d'agents ont été formés par l'ARMP sur l'ensemble des modules relatifs à la passation des marchés.</p> <p>Pour l'année 2010, l'expression de besoin de formation a été transmise à l'ARMP par lettre n°1641 du</p>

	<p>22/06/10. A ce jour elle n'a pas encore connu de suite.</p> <p>Amélioration de la qualité de l'archivage des documents de marchés.</p> <p><b><u>Commentaires SENELEC :</u></b></p> <p>Sur ce point, la Cellule créée fin mai 2009 est en train de mettre en place un système d'archivage qui est en cours d'organisation. Cette organisation a pour objectif la mise en conformité du système d'archivage. Les documents attestant les règlements sont en voie de transmission à la Cellule par les services compétents.</p>
<b>Commentaires de la SENELEC</b>	<p>Dossier d'Appel d'Offres en cours (pas de paiement).</p> <p>Travaux en cours (pas de PV de réception).</p>
<b>Appréciation du Cabinet</b>	<p>Les livraisons ne sont pas encore faites, selon la SENELEC, car les travaux de cet AO sont censés être en cours. Cependant, l'attribution définitive a été publiée dans le journal SUD QUOTIDIEN du 18/10/2009 soit depuis un (1) an deux (2) mois avec comme titulaire SAHEL GAZ.</p> <p>Les paiements ne peuvent être effectués, selon la SENELEC, car les travaux sont en cours et les livraisons ne sont pas encore faites. Cependant, l'attribution définitive a été publiée dans le journal SUD QUOTIDIEN du 18/10/2009 soit depuis un (1) an deux (2) mois.</p>

<b>Travaux de couverture des événements religieux 2010</b>	
<b>Recommandations</b>	<p>Renforcement de capacités des membres de la Commission des marchés.</p> <p><b><u>Commentaires SENELEC :</u></b></p> <p>Dans le courant de l'année 2009, la Directrice de la Cellule de Passation des Marchés et une vingtaine d'agents ont été formés par l'ARMP sur l'ensemble des modules relatifs à la passation des marchés.</p> <p>Pour l'année 2010, l'expression de besoin de formation a été transmise à l'ARMP par lettre n°1641 du 22/06/10. A ce jour elle n'a pas encore connu de suite.</p> <p>Amélioration de la qualité de l'archivage des documents de marchés.</p>

	<p><b><u>Commentaires SENELEC :</u></b></p> <p>Sur ce point, la Cellule créée fin mai 2009 est en train de mettre en place un système d'archivage qui est en cours d'organisation. Cette organisation a pour objectif la mise en conformité du système d'archivage. Les documents attestant les règlements sont en voie de transmission à la Cellule par les services compétents.</p>
<b>Commentaires de la SENELEC</b>	<p>Dossier d'Appel d'Offres en cours (pas de paiement). Travaux en cours (pas de PV de réception).</p>
<b>Appréciation du Cabinet</b>	<p>Les réceptions ne peuvent être faites selon la SENELEC, car les travaux de cet AO sont censés être en cours. Cependant, l'attribution définitive a été publiée dans le journal WALFADJRI le 10/10/2009 soit depuis un (1) an deux (2) mois avec comme titulaire LSE.</p> <p>Les paiements ne peuvent être effectués, selon la SENELEC, car les travaux de cet AO sont toujours en cours et les livraisons ne sont pas encore faites. Cependant, l'attribution définitive a été publiée dans le journal WALFADJRI 10/10/2009 soit depuis un (1) an deux (2) mois.</p>

<b>Travaux d'amélioration et d'extension de la couverture du réseau de radiocommunication VHF des délégations régionales DRCO et DRS</b>	
<b>Recommandations</b>	<p>Renforcement de capacités des membres de la Commission des marchés.</p> <p><b><u>Commentaires SENELEC :</u></b></p> <p>Dans le courant de l'année 2009, la Directrice de la Cellule de Passation des Marchés et une vingtaine d'agents ont été formés par l'ARMP sur l'ensemble des modules relatifs à la passation des marchés.</p> <p>Pour l'année 2010, l'expression de besoin de formation a été transmise à l'ARMP par lettre n°1641 du 22/06/10. A ce jour elle n'a pas encore connu de suite.</p> <p>Amélioration de la qualité de l'archivage des documents de marchés.</p>

	<p><b><u>Commentaires SENELEC :</u></b></p> <p>Sur ce point, la Cellule créée fin mai 2009 est en train de mettre en place un système d'archivage qui est en cours d'organisation. Cette organisation a pour objectif la mise en conformité du système d'archivage. Les documents attestant les règlements sont en voie de transmission à la Cellule par les services compétents.</p>
<b>Commentaires de la SENELEC</b>	Photocopie des pièces de paiement à remettre à l'auditeur lundi 27/12/2010
<b>Appréciation du Cabinet</b>	Nous n'avons pas d'observations particulières à formuler sur les commentaires fournis par la SENELEC. Par ailleurs, ce souhait de la SENELEC sera porté à la connaissance de l'ARMP pour en donner une suite.

## **2. DISPOSITIF ET METHODOLOGIE DE L'AUDIT**

### **2.1. RAPPEL DES TERMES DE REFERENCES**

#### **TACHES DU CONSULTANT**

Les services requis du consultant portent principalement sur la vérification, au sein des autorités contractantes indiquées à l'annexe 1 (pour les ministères sont pris en compte, outre les services centraux, les organismes rattachés, soumis à l'application du CMP, indiqués à l'annexe 1), de l'application des dispositions du CMP dans le cadre de la passation et de l'exécution des marchés quelle que soit la source de financement ( des ressources internes et ressources externes) de leurs budgets (budget de l'Etat pour les services centraux des ministères ; budgets des organismes rattachés aux ministères, soumis à l'application du CMP ; budgets des collectivités locales), la formulation de recommandations tant au niveau organisationnel qu'au niveau de la passation et de l'exécution des marchés.

A cet égard, il devra notamment :

- a) en début de mission, sélectionner et valider un échantillon représentatif en type de contrat, taille et mode de passation des marchés ; l'échantillon devra être composé comme suit :
  - ✓ au moins 15% des marchés atteignant les seuils de contrôle de la DCMP (non compris les marchés par entente directe),



- ✓ au moins 25% des marchés n'atteignant pas les seuils de contrôle de la DCMP mais supérieurs aux seuils de passation de marchés (non compris les marchés par entente directe),
- ✓ au moins 25% des demandes de renseignements et de prix et,
- ✓ 100% des marchés passés par entente directe.

Pour chaque catégorie de marchés dont la population est inférieure à 10, la revue doit concerner l'ensemble des marchés passés.

Pour chacune des 2 premières catégories de marchés ci-dessus, le consultant devra s'assurer d'une distribution adéquate en prenant en compte à la fois les différents modes de passation et natures de marchés (fournitures et services, prestations intellectuelles, travaux).

- b) vérifier la procédure de passation des marchés sur cet échantillon (publicité préalable, dossier de consultation, validité de la méthode de passation choisie, couverture budgétaire, rapports d'évaluation des offres, traitement des plaintes, délais de passation, délais de publication des attributions, contenu des contrats signés avec les titulaires des marchés, délais des paiements, respect des délais d'exécution, respect des procédures de réception, etc.) ; à chaque fois que cela est applicable, examiner la conformité des avis de la DCMP avec la réglementation ;
- c) examiner et analyser le respect certaines dispositions particulièrement importantes du CMP telles que, l'inscription préalable des marchés dans les plans et avis généraux de passation de marchés, l'attribution aux moins disants qualifiés, le non fractionnement de marchés, les conditions préalables de mise en concurrence, les réponses aux demandes d'éclaircissement demandées par les candidats, l'approbation des marchés par les autorités compétentes, les éléments constitutifs des cahiers des charges, les seuils des avenants, le respect des délais d'exécution, les cas de résiliation, etc. ;
- d) établir des statistiques sur les marchés ; procéder, en particulier, à une analyse comparative de l'utilisation de méthodes non ou peu compétitives (ententes directes, appels d'offres restreints, avenants, DRP) ;
- e) analyser l'organisation en général et des structures (hommes, procédures, système de suivi et de contrôle ....) intervenant dans le processus de passation et d'exécution des marchés en particulier ; diagnostic approfondi des cellules des marchés.
- f) faire des vérifications sur :
  - ✓ l'enregistrement des contrats à la charge des titulaires ;
  - ✓ la production des cautions d'avance de démarrage et de bonne exécution ;
  - ✓ l'émission des ordres de service s'agissant des travaux ;

- ✓ la réception par les commissions ad-hoc des travaux et fournitures ;
  - ✓ la mise à jour du manuel des procédures de marchés et DRP s'agissant des Etablissements Publics, Agences et SPPM ;
  - ✓ la tenue des registres de marchés côtés et paraphés, mis à jour ;
  - ✓ l'application des pénalités de retard prévues ;
- g) examiner globalement la qualité, la transparence et l'efficacité des opérations de passation des marchés de l'autorité contractante, de même son organisation institutionnelle pour la gestion des marchés ;
- h) formuler des recommandations pour une meilleure application du CMP.
- i) en fin de mission assurer une formation de 2 jours sur les pratiques d'audit en matière de passation de marchés au bénéfice de 5 experts de l'ARMP et 5 experts de la Direction centrale des Marchés publics (DCMP). Les sessions de formation seront organisées au siège desdites institutions.

Le consultant fera son affaire le recensement de l'ensemble des marchés des autorités contractantes et de la validation des listes qui lui seront transmises par confrontation avec les données qu'il aura recueillies, à cet effet, auprès des services compétents, **notamment de la DCMP** et d'autres services du Ministère de l'Economie et des Finances.

Le Consultant pourra demander à l'autorité contractante tous les documents pouvant lui permettre de contrôler l'exhaustivité et l'exactitude des informations communiquées (états d'exécution budgétaires, balances auxiliaires des comptes fournisseurs, extraits de grands livres...). Conformément aux principes d'audit, le consultant devra également procéder aux recoupements et confirmations d'informations des autorités contractantes par rapport à d'autres sources telles que la DCMP, etc. ;

Le consultant organisera des séances de restitution de son rapport provisoire au niveau de chacune des autorités contractantes concernées.

Cette liste d'activités n'est pas exhaustive et le Consultant devra faire appel à son expérience pour proposer toute activité pertinente susceptible de contribuer à l'accomplissement satisfaisant des objectifs globaux et spécifiques de la mission.

Enfin, la mission doit être exécutée conformément aux normes d'audit internationalement reconnues.

## **DISPOSITIONS PARTICULIERES POUR L'AUDIT DE L'EXECUTION PHYSIQUE**

Tous les marchés sélectionnés ne pouvant pas faire l'objet d'un contrôle physique (nettoyage, désherbage, gardiennage, fournitures fongibles à consommation immédiate etc.), le Consultant procèdera à un deuxième échantillonnage de marchés devant être soumis à une vérification physique approfondie. A ce propos, l'audit de contrôle physique portera sur 25% des marchés en cours d'exécution ou déjà exécutés par l'autorité contractante pour l'exercice concerné par l'audit, en excluant les contrats non éligibles au contrôle physique, auxquels s'ajouteront tous les marchés ayant fait l'objet de litiges et ceux passés par entente directe.

Le Consultant devra prévoir dans son offre et dans sa méthodologie l'intervention d'un ou deux experts « domaines » dont le profil sera déterminé a posteriori après la constitution des échantillons. Le temps d'intervention des experts « domaines » ne devra pas dépasser 30 hommes jours.

Le contrôle physique portera pour chaque marché sélectionné, sur les aspects suivants, sans que cette énumération ne soit limitative :

- Contrôle de la matérialité des dépenses effectuées ;
- Diagnostic sur l'état des ouvrages, équipements, fournitures, ou rapports (pour les prestations intellectuelles) par référence à leur prix à leur description dans le marché et à leur état actuel, compte tenu de leur âge et leurs conditions d'utilisation ;
- Conformité de la réception de la livraison ou de l'achèvement des travaux, biens ou services avec les spécifications du marché et normes techniques ;
- Justification technique et financière des avenants et ordres de services signés.

Plus précisément pour les marchés de travaux, les expertises pourraient porter sur :

- La conformité physique des travaux avec les PV de réception provisoire et définitive ;
- La qualité, la véracité et la sincérité des documents de Contrôle par rapport aux constatations physiques pouvant être faites sur site ;
- L'état de fonctionnement des ouvrages ;
- Les prix unitaires pratiqués pour les principales rubriques par rapport à ceux du marché ;
- La cohérence des quantités ;
- La mise à jour des malfaçons ;
- Les dangers éventuels pouvant découler de certains ouvrages ;
- Etc...

Pour les marchés passés par entente directe, le consultant prendra les dispositions pour s'assurer le contrôle des prix de revient.

Dans ses recommandations, le Consultant donnera des indications claires sur les marchés dans lesquels il ya des indices des fraudes et de corruption afin de permettre à l'ARMP de poursuivre les investigations appropriées.

L'Audit de l'exécution physique constituera la deuxième phase de la mission et fera l'objet d'un rapport séparé.

La liste des marchés passés par autorité contractante est donnée dans le portail des marchés publics du Sénégal ([www.marchespublics.sn](http://www.marchespublics.sn)) à titre indicatif.

Le Consultant accordera une importance particulière aux recommandations que lui inspire la revue effectuée au niveau de chaque autorité contractante. Ces recommandations seront formulées de manière explicite avec des indications précises sur leur mise en œuvre.

## **2.2. METHOLOGIE DE MISE EN ŒUVRE**

## Calendrier et modalités d'émission des rapports :

Rapports	Date
Rapport provisoire pour <b><u>chaque autorité contractante auditée</u></b> en dix (10) exemplaires + rapports sur support informatique (CD). Chaque rapport doit comprendre : <ul style="list-style-type: none"><li>▪ un sous rapport sur la qualité des structures de passation des marchés (notamment Commission des Marchés, cellules de passation des marchés et contrôles internes) comprenant une analyse des insuffisances en rapport avec le CMP</li><li>▪ un sous-rapport de synthèse sur le degré de respect des dispositions du CMP par les autorités contractantes.</li></ul>	J + 60 jours
Une synthèse des rapports provisoires	J + 60 jours
Rapport définitif pour <b><u>chaque autorité contractante auditée</u></b> en dix (10) exemplaires + rapports sur support informatique (CD). Chaque rapport doit comprendre : <ul style="list-style-type: none"><li>▪ un sous rapport sur la qualité des structures de passation des marchés (notamment Commission des Marchés, cellules de passation des marchés et contrôles internes) comprenant une analyse des insuffisances en rapport avec le CMP</li><li>▪ un sous-rapport de synthèse sur le degré de respect des dispositions du CMP par les autorités contractantes.</li></ul>	J + 90 jours
Une synthèse des rapports définitifs	J + 90 jours

## Notre équipe d'intervenants :

### ✓ Intervenants clés :

- Serge HOUETO, Expert Comptable ;
- Alioune TOURE, Expert Comptable ;
- Mansour GAYE, Spécialiste Passation des Marchés

✓ **Ingénieurs :**

- Bassirou THIAM, Ingénieur Génie Electrique ;
- Matar TOURE, Ingénieur Génie Mécanique

**PRINCIPALES ETAPES :**

- a) Ordre de mission ;
- b) Prise de contact avec les autorités contractantes ;
- c) Formation coach de notre équipe ;
- d) Note d'orientation ;
- e) Rapports provisoires ;
- f) Rapports définitifs ;
- g) Synthèse de rapports définitifs.

**2.3 DESCRIPTION DES TRAVAUX D'AUDIT**

**2.3.1. AUDIT DE LA PASSATION DES MARCHES**

La mission de revue se décline à travers les différentes étapes ci-après :

- Prise de connaissance de l'environnement des marchés publics ;
- Prise de contact avec l'Autorité contractante ;
- Collecte d'informations au niveau de l'Autorité contractante ;
- Comparaison des données collectées auprès des structures centrales avec celles issues des documents comptables ;
- Echantillonnage des marchés à auditer ;
- Revue de l'organisation institutionnelle de chaque autorité contractante ;
- Revue approfondie des marchés ;
- Etablissement du rapport provisoire à soumettre à l'autorité contractante et à l'ARMP ;
- Exploitation des commentaires reçus et rédaction du rapport définitif ;
- Organisation d'un atelier de restitution.

**2.3.2. AUDIT DE L'EXECUTION FINANCIERE DES MARCHES**

Les documents suivants afférents à l'exécution financière ont été passés en revue, par l'entremise des éléments de la comptabilité de la SENELEC :

- Paiements en hors TVA et TTC par Banque ;
- Règlement de la TVA avec vérification des preuves de reversement des précomptes au Trésor ;
- Constitution ou non des garanties de soumission et vérification de leurs mains levées ;
- Constitution ou non des garanties de bonne exécution et vérification de leurs mains levées ;
- Observation des retenues de garantie ;
- Application des pénalités de retard.

### **2.3.3. AUDIT TECHNIQUE**

Tous les marchés sélectionnés ne pouvant pas faire l'objet d'un contrôle physique (nettoyage, désherbage, gardiennage, fournitures fongibles à consommation immédiate etc.), le Consultant procèdera à un deuxième échantillonnage de marchés devant être soumis à une vérification physique approfondie. A ce propos, l'audit de contrôle physique portera sur 25% des marchés en cours d'exécution ou déjà exécutés par l'autorité contractante pour l'exercice concerné par l'audit, en excluant les contrats non éligibles au contrôle physique, auxquels s'ajouteront tous les marchés ayant fait l'objet de litiges et ceux passés par entente directe.

Le contrôle physique portera pour chaque marché sélectionné, sur les aspects suivants, sans que cette énumération ne soit limitative :

- Contrôle de la matérialité des dépenses effectuées ;
- Diagnostic sur l'état des ouvrages, équipements, fournitures, ou rapports (pour les prestations intellectuelles) par référence à leur prix à leur description dans le marché et à leur état actuel, compte tenu de leur âge et leurs conditions d'utilisation ;
- Conformité de la réception de la livraison ou de l'achèvement des travaux, biens ou services avec les spécifications du marché et normes techniques ;
- Justification technique et financière des avenants et ordres de services signés.

Plus précisément pour les marchés de travaux, les expertises pourraient porter sur :

- La conformité physique des travaux avec les PV de réception provisoire et définitive ;
- La qualité, la véracité et la sincérité des documents de Contrôle par rapport aux constatations physiques pouvant être faites sur site ;
- L'état de fonctionnement des ouvrages ;
- Les prix unitaires pratiqués pour les principales rubriques par rapport à ceux du marché ;
- La cohérence des quantités ;

- La mise à jour des malfaçons ;
- Les dangers éventuels pouvant découler de certains ouvrages ;
- Etc.

Pour les marchés passés par entente directe, le consultant prendra les dispositions pour s'assurer le contrôle des prix de revient.

Dans ses recommandations, le Consultant donnera des indications claires sur les marchés dans lesquels il ya des indices des fraudes et de corruption afin de permettre à l'ARMP de poursuivre les investigations appropriées.

**L'Audit de l'exécution physique constituera la deuxième phase de la mission et fera l'objet d'un rapport séparé.**

## **2.4. CONSTITUTION DE L'ECHANTILLON D'AUDIT**

### **2.4.1 ÉCHANTILLON POUR L'AUDIT DES ASPECTS LIES A LA PASSATION DES MARCHES**

L'échantillon devra être composé comme suit :

- ✓ au moins 15% des marchés atteignant les seuils de contrôle de la DCMP (non compris les marchés par entente directe),
- ✓ au moins 25% des marchés n'atteignant pas les seuils de contrôle de la DCMP mais supérieurs aux seuils de passation de marchés (non compris les marchés par entente directe),
- ✓ au moins 25% des demandes de renseignements et de prix et,
- ✓ 100% des marchés passés par entente directe.

Pour chaque catégorie de marchés dont la population est inférieure à 10, la revue doit concerner l'ensemble des marchés passés.

Pour chacune des 2 premières catégories de marchés ci-dessus, le consultant devra s'assurer d'une distribution adéquate en prenant en compte à la fois les différents modes de passation et natures de marchés (fournitures et services, prestations intellectuelles, travaux).

### **2.4.2. ÉCHANTILLON POUR L'AUDIT TECHNIQUE**

L'audit de contrôle physique portera sur 25% des marchés en cours d'exécution ou déjà exécutés par l'autorité contractante pour l'exercice concerné par l'audit, en excluant les contrats non éligibles au contrôle physique, auxquels s'ajouteront tous les marchés ayant fait l'objet de litiges et ceux passés par entente directe.



### **3. AUDIT DU SYSTEME DES MARCHES**

#### **3.1. RAPPELS**

##### **3.1.1. REGLEMENTATION EN VIGUEUR**

La réglementation applicable aux autorités contractantes au titre de leur gestion 2009 est celle en vigueur à cette date, notamment le Décret N° 1575 du 26 Février 2007 portant Code des Marchés Publics a apporté deux innovations majeures.

Au plan de la forme, la simplification de la rédaction du texte, l'ordre séquentiel des articles liés aux différentes étapes et la mise à disposition de documents types, ont contribué à l'amélioration de la transparence et de l'équité dans l'attribution des marchés publics.

Au plan du fond, le nouveau Code a apporté des innovations se fondant sur l'articulation d'éléments juridico-institutionnels et d'outils opérationnels.

Il s'ajoute à ce dispositif, une harmonisation du nouveau texte par rapport aux Directives de l'UEMOA du 9 décembre 2005 relatives aux Marchés publics et aux Délégations de service public, sur les procédures de passation, d'exécution et de règlement (Directive N° 4) et sur le contrôle et la régulation (Directive N° 5).

Les modifications majeures sur la Loi n° 65-51 du 19 juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration, ont permis, entre autres, d'avancer vers la création d'une Autorité de régulation des marchés publics (article 30 nouveau du COA).

Les Décrets n° 1573 du 27 février 2007, n° 2007-546 du 25 Avril 2007 et 2007-547 ont défini les principes d'organisation, de fonctionnement et de contrôle des marchés publics avec l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) et la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP).

Par ailleurs, des Arrêtés, Circulaires et Décisions ont été pris, en application du code des marchés publics, pour donner des précisions sur les Cellules de passation des marchés, la Charte de transparence et d'éthique, les seuils requis pour les garanties de soumission et de bonne exécution, les seuils de contrôle à priori, les modèles types d'avis d'appel d'offres, etc.

##### **3.1.2. PRINCIPES**

La bonne gouvernance publique suppose, entre autres, la gestion transparente et rationnelle des ressources publiques. Les marchés publics qui mettent en jeu une part prépondérante des moyens budgétaires internes et externes doivent respecter ces exigences.

A cet effet, il s'impose d'assurer une réelle concurrence entre les prétendants à l'achat public.

Une charte d'éthique et de transparence des marchés publics est adoptée suivant décret n° 2005-576 du 22 juin 2005.

Cette charte qui est un document contractuel de marché, doit être signée par tout acteur impliqué dans la passation de marchés

### **3.1.3. PROCEDURES**

#### **Détermination des besoins et planification**

L'innovation majeure en la matière est l'obligation désormais faite aux services contractants d'élaborer et de publier périodiquement un plan de passation de marchés et un avis général de passation de marchés.

Cet outil qui permettra aux candidats potentiels de préparer des offres dans de meilleures conditions et à l'administration de faire jouer pleinement la concurrence, contribuera significativement à la promotion de la transparence notamment en rendant sans objet l'argument de l'urgence pour justifier le recours à la procédure de gré à gré. Son efficacité dépendra de la capacité des administrations à cerner leurs besoins en début de gestion.

Pour l'application de cette disposition :

- En début d'exercice, les autorités contractantes doivent désormais évaluer le montant total des marchés qu'elles envisagent de passer au cours de l'année concernée et établir un plan de passation des marchés comprenant l'ensemble de ces marchés et le communiquer à la Direction chargée du Contrôle des Marchés publics qui en assure la publicité.
- A l'exception des marchés considérés comme secrets ou dont l'exécution doit s'accompagner de mesures particulières de sécurité lorsque la protection de l'intérêt supérieur de l'Etat l'exige, les marchés passés par les autorités contractantes doivent avoir été préalablement inscrits dans ces plans de passation de marchés, à peine de nullité.
- Les projets de marchés figurant dans le plan de passation des marchés qui doivent donner lieu à une procédure d'appel d'offres comportant un appel public à la concurrence, devront faire l'objet de publication d'un avis général avant la fin du mois de janvier de l'année prévue pour leur passation.

## Procédures spécifiques de passation de marchés

Dans une optique de renforcement de l'efficacité des approvisionnements de l'administration en biens courants, les marchés dits « à commandes » ont été prévus à côté des marchés dits « de clientèle » déjà définis dans le code de 2002. Cependant, les définitions de ces types de procédures ont été réajustées pour recouper leur véritable signification. Il en est de même pour les marchés à exécution par tranches qui permettent de choisir un cocontractant en l'absence de couverture financière complète et de suspendre l'exécution d'une ou de plusieurs fractions de l'objet du marché jusqu'à obtention des ressources manquantes. Ainsi :

- ❖ Lorsque l'autorité contractante ne peut déterminer à l'avance le volume et le rythme des commandes de fournitures ou de services courants nécessaires à ses besoins, elle peut avoir recours :
  - à un marché à commande qui fixe le minimum et le maximum des fournitures ou prestations, arrêtées en valeur ou en quantité, susceptibles d'être commandées au cours d'une période déterminée n'excédant pas celle d'utilisation des crédits de paiement, les quantités des prestations ou fournitures à exécuter étant précisées, pour chaque commande, par l'autorité contractante en fonction des besoins à satisfaire ; ou
  - à un marché de clientèle par lequel l'autorité contractante s'engage à confier au prestataire ou au fournisseur retenu des commandes portant sur une catégorie déterminée de prestations ou fournitures sans indiquer la quantité ou la valeur globale des commandes ;

Les marchés de clientèle ou à commande sont conclus pour une durée égale à un an, renouvelable par avenant, sans pouvoir dépasser deux ans.

- ❖ Lorsque, pour des raisons économiques, techniques ou financières, le rythme ou l'étendue des besoins à satisfaire ne peuvent être entièrement arrêtés dans le marché, la personne publique peut passer un marché comportant une tranche ferme et une ou plusieurs tranches conditionnelles. Le marché définit la consistance, le prix ou ses modalités de détermination et les modalités d'exécution des prestations de chaque tranche qui doivent constituer un ensemble cohérent. L'exécution de chaque tranche conditionnelle est subordonnée à une décision de la personne responsable du marché, notifiée au titulaire dans les conditions fixées au marché.

## **Avenants aux marchés**

Le changement introduit dans le CMP concerne l'interdiction de conclure un avenant sur un marché après la réception des fournitures, services ou travaux qui constituent son objet. Cette règle empêchera de contourner l'obligation de lancer un nouveau marché.

Le montant d'un avenant ne peut dépasser 30% du montant du marché initial.

## **Suppression de l'adjudication**

L'appel d'offres est consacré mode de principe de passation des marchés. L'adjudication qui tenait cette place, n'était quasiment jamais utilisée. La raison à cela est que cette procédure ne recèle pas la rationalité souhaitée en matière notamment de sélection de l'offre la plus avantageuse pour l'administration sur la base de critères multiples comprenant, outre le prix, des caractéristiques liées à la qualité, aux performances ou aux coûts d'utilisation.

## **Appel d'offres restreint**

L'appel d'offres restreint n'est plus lié à des considérations de montant ni de complexité des prestations et ne peut plus être utilisé qu'après avis de la DCMP, dans les cas suivants :

- les marchés pour lesquels, l'urgence impérieuse résultant de circonstances imprévisibles pour l'autorité contractante, n'est pas compatible avec les délais exigés par les procédures d'appel d'offres et, notamment, pour faire face à des situations d'urgence impérieuse relevant d'une catastrophe naturelle ou technologique ;
- les marchés qui ont donné lieu à un appel d'offres infructueux;
- les marchés de travaux, fournitures ou services qui ne sont exécutés qu'à titre de recherches, d'essais, d'expérimentation ou de mise au point ;
- les marchés que l'autorité contractante doit faire exécuter aux lieu et place des titulaires défaillants et à leurs frais et risques.

L'appel à manifestation d'intérêt n'est plus requis.

## **Procédures de gré à gré**

Le projet réduit le recours à la procédure exceptionnelle de gré à gré ou d'entente directe aux seuls cas où un unique candidat peut être pressenti et lorsque le secret ou les mesures de sécurité requises par la protection de l'intérêt supérieur de l'Etat l'exigent.

Les autres cas de gré à gré admis par la réglementation actuelle et pour lesquels il était obligatoire d'organiser une consultation écrite avant de choisir un candidat sont maintenant rangés dans les conditions de marchés par appel d'offres restreint.

Les cas de gré à gré sont désormais applicables dans les 3 cas suivants :

- pour les marchés de travaux, fournitures ou services considérés comme secrets ou dont l'exécution doit s'accompagner de mesures particulières de sécurité lorsque la protection de l'intérêt supérieur de l'Etat l'exige ;
- pour les marchés destinés à répondre à des besoins qui, pour des raisons tenant à la détention d'un droit d'exclusivité, ne peuvent être satisfaits que par un cocontractant déterminé ;
- pour des fournitures, services ou travaux qui complètent ceux ayant fait l'objet d'un premier marché exécuté par le même titulaire, à la condition que le marché initial ait été passé selon la procédure d'appel d'offres que le marché complémentaire porte sur des fournitures, services ou travaux qui ne figurent pas dans le marché initialement conclu mais qui sont devenus nécessaires, à la suite d'une circonstance imprévue et extérieure aux parties, et que ces fournitures, services ou travaux ne peuvent être techniquement ou économiquement séparés du marché principal.

Le montant cumulé des marchés complémentaires ne doit pas dépasser un tiers du montant du marché principal, avenants compris.

### **Offres anormalement basses**

La commission des marchés compétente peut désormais rejeter, par décision motivée, une offre qu'elle juge anormalement basse, si elle détermine que son montant ne correspond pas à une réalité économique par rapport à la prestation offerte, après avoir demandé au candidat toutes précisions utiles concernant en particulier les sous détails des prix.

Le candidat peut justifier son prix notamment du fait :

- de l'économie résultant des solutions ou procédés techniques adoptés ;
- des conditions exceptionnellement favorables dont dispose le candidat pour exécuter les travaux ou pour fournir les produits ou les services ;
- de la nécessité d'utiliser des ressources qui sinon resteraient inactives.

Les modalités de détermination d'une offre anormalement basse seront arrêtées par décret.

## **Publication des attributions et information des candidats**

Dès qu'elle a approuvé la proposition d'attribution l'autorité contractante doit aviser immédiatement les autres candidats du rejet de leurs offres, leur restituer les garanties de soumission et publier un avis d'attribution provisoire dans les trois (3) jours ouvrables qui suivent celui de la décision de la commission des marchés ou l'avis de la DCMP. La publication de cet avis constitue le point de départ des recours des soumissionnaires sur l'attribution.

Dans les quinze (15) jours suivant la notification du marché, l'autorité contractante doit publier un avis d'attribution définitive.

Les avis d'attribution sont publiés dans les mêmes conditions que les avis d'appel à la concurrence.

## **Encadrement de l'approbation des marchés**

Le refus d'approbation d'un marché par les autorités chargées de l'approbation ne peut intervenir qu'en l'absence du document attestant de l'existence des crédits suffisants. Autrement, l'approbation du marché ne pourra être refusée que par une décision motivée, rendue dans les trente (30) jours de la transmission du dossier d'approbation et susceptible de recours devant le Comité de Règlement des Différends, par toute partie au contrat.

## **Garanties exigées des candidats et titulaires de marchés**

Les termes « cautionnement provisoire » et « cautionnement définitif » sont remplacés par « garantie de soumission » et « garantie de bonne exécution » ;

Le montant de la garantie de soumission est maintenant compris entre 1 % et 3 % du montant estimatif du marché au lieu de 1 % à 5 % pour éviter qu'elle ne contribue à réduire le nombre des candidats et par voie de conséquence, fausser le jeu normal de la concurrence notamment pour les marchés de grande taille.

La garantie de bonne exécution et la retenue de garantie sont plafonnées chacune à un maximum de 5%. Dans un souci de protéger davantage l'administration contre les dérives de certains cocontractants, la possibilité de requérir un nouveau type de garantie plus sûre dénommée « garantie à première demande » est expressément prévue. En ce qui concerne les titulaires de marchés, ils peuvent choisir de la produire en lieu et place des précomptes qu'ils devraient subir sur les sommes qui leur sont dues à titre de paiement pour constituer la retenue de garantie exigible en cas de marché comportant un délai de garantie.

Dans l'hypothèse où la garantie ou la caution ne serait pas constituée ou complétée à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte, une retenue correspondant au taux de la garantie de bonne exécution est prélevée sur chaque acompte et le titulaire perd jusqu'à la fin du marché la possibilité de substituer à la retenue de garantie une garantie à première demande ou une caution.

### **Contrôle a priori de la passation des marchés**

L'innovation dans ce domaine réside dans l'exercice du contrôle a priori par une structure administrative (la DCMP) distincte de celle chargée de la régulation, comme énoncé dans le COA.

La DCMP, suivant des seuils à fixer par le MEF et le PM, sera chargé de donner son avis sur dossiers d'appel à la concurrence et/ou les rapports d'évaluation et propositions d'attribution des marchés.

Les délais impartis à la DCMP pour examiner les dossiers qui lui sont soumis et rendre ses avis sont fixés par Décision de l'ARMP. En l'absence d'une réponse dans le délai imparti, l'avis de la DCMP est réputé favorable et la procédure de passation du marché peut se poursuivre.

Si l'autorité contractante passe outre à un avis défavorable ou à des réserves accompagnant un avis favorable de la DCMP sur un dossier d'appel à la concurrence, elle doit motiver sa décision par écrit et en rendre compte à l'autorité d'approbation du marché dont elle relève et en informer l'ARMP.

Si l'autorité contractante n'accepte pas les avis et recommandations qui, le cas échéant, auront été formulées par la DCMP concernant la possibilité d'utiliser une procédure autre que l'appel d'offres ouvert ou relatives à la proposition d'attribution du marché, elle ne peut poursuivre la procédure de passation qu'en saisissant le Comité de Règlement des Différends.

### **Contrôle a posteriori de la passation des marchés**

L'ARMP assure, outre son rôle de conseil, un contrôle a posteriori du respect des règles nationales et de l'UEMOA relatives à la passation et à l'exécution des marchés publics, délégations de service public et contrats de partenariat.

A ce titre, l'ARMP :

- commande, à la fin de chaque exercice budgétaire, un audit indépendant sur un échantillon aléatoire de marchés ;

- peut initier et procéder avec ses moyens propres ou faire procéder à tout moment à des contrôles externes ou enquêtes portant sur la transparence et les conditions de régularité des procédures d'élaboration et de passation ainsi que des conditions d'exécution des marchés publics ;
- rend compte à l'autorité contractante concernée, au Ministre du secteur concerné et au Ministre chargé des Finances, de la procédure suivie lors des contrôles et enquêtes, des anomalies relevées et propose le cas échéant des améliorations ;
- saisit les autorités compétentes au niveau national ou de l'UEMOA de toutes infractions ou irrégularités constatées au cours des enquêtes et contrôles effectués ;
- tient la liste des personnes physiques et morales exclues des procédures de passation ;
- rend compte des contrôles effectués dans un rapport annuel transmis au Président de la République, au Président de l'Assemblée Nationale, au Premier Ministre, au Ministre chargé des Finances et à la Cour des Comptes, qui donne ensuite lieu à publication.

## **Règlement des différends**

### **❖ Recours au stade de la passation**

Tout candidat à une procédure d'attribution d'un marché est habilité à saisir la personne responsable dudit marché d'un recours. Ce recours peut porter :

- sur la décision d'attribuer ou de ne pas attribuer le marché ;
- les conditions de publication des avis ;
- les règles relatives à la participation des candidats et aux capacités et garanties exigées ;
- le mode de passation et la procédure de sélection retenue ;
- la conformité des documents d'appel d'offres à la réglementation ;
- les spécifications techniques retenues ; et,
- les critères d'évaluation.

Il doit invoquer une violation caractérisée de la réglementation des marchés publics. Il doit être exercé dans un délai de cinq (5) jours ouvrables à compter de la publication de l'avis d'attribution du marché, de l'avis d'appel d'offres ou de la communication du dossier d'appel d'offres.

La personne responsable du marché est tenue de répondre à cette réclamation dans un délai de cinq (5) jours ouvrables au-delà duquel le défaut de réponse sera constitutif d'un rejet implicite du recours gracieux.



En l'absence de suite favorable de son recours gracieux le requérant dispose de trois (3) jours ouvrables à compter de la réception de la réponse de l'autorité contractante ou de l'expiration du délai de cinq (5) jours mentionné ci-dessus pour présenter un recours au Comité de Règlement des Différends.

Si le Comité de Règlement des Différends, s'il juge le recours recevable, ordonne à l'autorité contractante de suspendre la procédure de passation du marché. Toutefois ce recours n'est pas suspensif si l'autorité contractante certifie par notification écrite adressée au Comité de Règlement des Différends et à la Direction chargée du Contrôle des Marchés publics que l'attribution du marché doit être poursuivie immédiatement pour des raisons tenant à la protection des intérêts essentiels de l'Etat résultant de situations d'urgence impérieuse liées à une catastrophe naturelle ou technologique.

La décision du Comité de Règlement des Différends doit être rendue dans les sept (7) jours ouvrables à compter de la réception du recours, faute de quoi l'attribution du marché ne peut plus être suspendue. Elle est finale et immédiatement exécutoire par l'autorité contractante. Elle ne peut avoir pour effet que de corriger la violation alléguée ou d'empêcher que d'autres dommages soient causés aux intérêts concernés, ou de suspendre ou faire suspendre la décision litigieuse ou la procédure de passation.

Le candidat qui s'estimerait débouté à tort conserve ses droits à réclamer réparation du préjudice subi devant les juridictions compétentes. Ce dernier recours n'a cependant pas d'effet suspensif.

#### ❖ **Règlement amiable dans le cadre de l'exécution des marchés**

En cas de différends relatifs à l'exécution des marchés publics l'autorité contractante ou le titulaire du marché peut recourir au Comité de Règlement des Différends. Dans ce cas le Comité a pour mission de rechercher des éléments de droit ou de fait en vue de proposer une solution amiable et équitable aux différends qui lui sont soumis.

La saisine peut être faite :

- soit par l'autorité contractante, de sa propre initiative ou à la demande du titulaire du marché,
- soit par le titulaire, dès lors que la personne responsable du marché a rejeté une de ses demandes.

En cas d'accord des parties, la solution proposée par le Comité doit être appliquée immédiatement. En cas de désaccord, les parties peuvent saisir la juridiction compétente.

Le recours au Comité de Règlement des Différends n'a pas d'effet suspensif de l'exécution du marché.

## ❖ **Recours contentieux**

Les litiges relatifs aux marchés constituant des contrats administratifs sont soumis aux juridictions compétentes pour connaître du contentieux des contrats administratifs dans les conditions prévues par le Code des Obligations de l'Administration.

Les litiges relatifs aux marchés des Sociétés Nationales et Sociétés Anonymes à participation publique majoritaire sont soumis aux tribunaux de droit commun.

Ces litiges peuvent également être soumis à un tribunal arbitral dans les conditions prévues par l'Acte Uniforme de l'OHADA relatif à l'arbitrage, à condition qu'une clause compromissoire conforme audit Acte soit expressément prévue par les cahiers des charges.

## **3.2. CONSTATS RELATIFS AU DISPOSITIF DES MARCHES PUBLICS**

### **3.2.1. RESPONSABILISATION DES MO ET MOD**

Le Code des marchés publics désigne l'Autorité contractante pour chaque type de service maître d'ouvrage ou Maître d'ouvrage délégué couvrant le champ d'application dans les domaines suivants :

- a) l'Etat, les collectivités locales, y compris leurs services décentralisés et les organisations ou agences non dotées de la personnalité morale, placées sous leur autorité ;
- b) les établissements publics ;
- c) les agences ou organismes, personnes morales de droit public ou privé, autres que les établissements publics, sociétés nationales ou sociétés anonymes à participation publique majoritaire, dont l'activité est financée majoritairement par l'Etat ou une collectivité locale et s'exerce essentiellement dans le cadre d'activités d'intérêt général ;
- d) les sociétés nationales et les sociétés anonymes à participation publique majoritaire régies par la loi n° 90-07 du 26 juin 1990 susvisée ;
- e) les associations formées par les personnes visées au paragraphe a) à d) ci-dessus.

Les marchés passés par une personne morale de droit public ou privé pour le compte d'une autorité contractante sont soumis aux règles qui s'appliquent, conformément au présent décret, aux marchés passés directement par ladite autorité contractante. La délégation des tâches relatives à la passation de marchés concernant la réalisation d'ouvrages ou de projets doit être effectuée dans les conditions stipulées aux articles 31 à 34 du présent décret.

L'Autorité contractante a la responsabilité de la préparation, de la passation et de l'exécution des marchés dans son champ d'application.

### **3.2.1.1 Modalités de fonctionnement de la CPM**

L'article 35 du Code des Marchés publics dispose qu'au niveau de chaque autorité contractante, il est mis en place une cellule de passation des marchés, chargée de veiller à la qualité des dossiers de passation de marchés ainsi qu'au bon fonctionnement de la commission des marchés, dans les conditions fixées par arrêté du Ministre chargé des finances après avis de l'Organe chargé de la régulation des marchés publics.

L'Arrêté N° 011586 du 28.12.2007 fixe les attributions de ces cellules qui devront contribuer à aider les autorités contractantes à assurer la conformité des procédures de passation de marchés et, de façon plus générale, la qualité des actes relatifs aux marchés publics. A ce titre, elles sont chargées, entre autres, de procéder à la revue préalable, pour le compte de l'autorité contractante, de tous les actes en matière de marchés publics qui lui sont soumis pour signature, d'assurer le secrétariat de la commission des marchés, d'identifier les besoins de formation en passation de marchés et, de centraliser, de consolider et de conserver les données sur les marchés. En particulier, elles procèdent à la consolidation des plans de passation et des avis généraux de passation de marchés.

En raison de leur implication permanente dans les activités de passation des marchés des autorités contractantes, les personnels des cellules de passation de marchés sont tenus d'attester par écrit de leur prise de connaissance des dispositions de la Charte de Transparence et d'Ethique en matière de Marchés publics.

Le nombre et la composition du personnel des cellules de passation des marchés est fonction de la spécificité et de la charge de travail de chaque autorité contractante. Dans tous les cas, ce personnel devra comprendre au moins une personne choisie en fonction de ses compétences particulières en matière de marchés publics.

### **3.2.1.2 Capacité de lancer des mises en concurrence**

L'article 1 du Code des marchés publics fixe les règles régissant la passation, l'exécution et le contrôle des marchés conclus par les personnes morales ci-dessous indiquées, pour répondre à leurs besoins en matière de réalisation de travaux et d'achat de fournitures ou de services ainsi que la passation et le contrôle des contrats portant participation à l'exécution d'un service public.

## **3.2.2. EXERCICE DES CONTROLES**

### **3.2.2.1 Rappels**

Au sein de chaque autorité contractante l'organe de contrôle interne doit s'assurer de façon permanente du respect rigoureux des dispositions légales et réglementaires applicables aux marchés publics.

Chaque commission des marchés établit avant le 31 mars de chaque année à l'intention de l'autorité dont elle relève et de l'Organe chargé de la Régulation des Marchés Publics un rapport annuel sur l'ensemble des marchés publics passés l'année précédente. Entre autres informations, ce rapport fournit la liste des entreprises défaillantes et précise la nature des manquements constatés et, un compte rendu détaillé des marchés passés par entente directe

### **3.2.2.2 Exercice des contrôles**

#### **Contrôle interne et a posteriori**

Au sein de chaque autorité contractante l'organe de contrôle interne doit s'assurer de façon permanente du respect rigoureux des dispositions légales et réglementaires applicables aux marchés publics.

Chaque commission des marchés établit avant le 31 mars de chaque année à l'intention de l'autorité dont elle relève et de l'Organe chargé de la Régulation des Marchés Publics un rapport annuel sur l'ensemble des marchés publics passés l'année précédente. Entre autres informations, ce rapport fournit la liste des entreprises défaillantes et précise la nature des manquements constatés et, un compte rendu détaillé des marchés passés par entente directe.

#### **Contrôle externe et a posteriori**

L'Organe chargé de Régulation des Marchés publics assure, outre son rôle de conseil, un contrôle à posteriori du respect des règles nationales et de l'UEMOA relatives à la passation et à l'exécution des marchés publics, délégations de service public et contrats de partenariat.

A ce titre, l'Organe chargé de la Régulation des Marchés Publics :

- commande, à la fin de chaque exercice budgétaire, un audit indépendant sur un échantillon aléatoire de marchés ;

- peut initier et procéder avec ses moyens propres ou faire procéder à tout moment à des contrôles externes ou enquêtes portant sur la transparence et les conditions de régularité des procédures d'élaboration et de passation ainsi que des conditions d'exécution des marchés publics ;
- rend compte à l'autorité contractante concernée, au Ministre du secteur concerné et au Ministre chargé des Finances, de la procédure suivie lors des contrôles et enquêtes, des anomalies relevées et propose le cas échéant des améliorations ;
- saisit les autorités compétentes au niveau national ou de l'UEMOA de toutes infractions ou irrégularités constatées au cours des enquêtes et contrôles effectués ;
- tient la liste des personnes physiques et morales exclues des procédures de passation ;
- rend compte des contrôles effectués dans un rapport annuel transmis au Président de la République, au Président de l'Assemblée Nationale, au Premier Ministre, au Ministre chargé des Finances et à la Cour des Comptes, qui donne ensuite lieu à publication.

### 3.2.2.3 Fonctionnement des CSCM

La Décision N° 00552 du 9 Mars 2009 nomme les membres titulaires et suppléants de la Commission des Marchés.

Les fonctions financière, technique et approvisionnement-marchés y sont représentées, conformément à l'Arrêté MEF N° 11588 du 28.12.2007.

Le Contrôle financier et le Ministère de l'Energie y sont représentés.

Lors de la constitution de la Commission des marchés, la Cellule de passation des marchés n'était pas encore créée. Le Secrétariat de la Commission des Marchés était assuré par le Chef de la Division des Marchés et Commandes.

### 3.2.2.4 Rôle du Contrôleur financier

Le service du contrôle financier, rattaché au secrétariat général de la Présidence de la République, est dirigé par un fonctionnaire de la hiérarchie A, nommé par décret, qui prend le titre de **contrôleur financier**.

Le Contrôle Financier est rattaché depuis 2001 à la Primature. Il a pour vocation première d'examiner et de donner un avis sur les projets de lois, informer le Président de la République sur la gestion des finances publiques et éventuellement effectuer pour le compte de celui-ci des missions de contrôle.

## **Les pouvoirs du CF**

Le contrôle financier peut soit viser le texte qui lui est soumis, soit le refuser en émettant un avis défavorable pour des motifs se rapportant à l'application des dispositions d'ordre financier, des lois et règlements ou à la régularité de l'exécution du budget. L'avis doit être motivé et donné dans un délai de huit jours à compter de la date à laquelle le projet lui a été communiqué. Il ne peut passer outre l'avis défavorable du contrôleur financier que sur décision du Président de la République ou du Premier Ministre.

Si le contrôleur financier relève dans les situations qui lui sont présentées des erreurs ou des irrégularités, il en rend compte immédiatement au Ministre des finances.

### **3.2.3. REGULATION**

#### **L'Autorité de Régulation des Marchés publics (ARMP)**

L'ARMP est une autorité administrative indépendante, rattachée à la Primature, créée par la loi n° 2006-16 du 30 juin 2006 modifiant le Code des Obligations de l'Administration. Elle est dotée de l'autonomie financière et de gestion.

L'ARMP a pour mission d'assurer la régulation du système de passation des marchés publics et des conventions de délégation de services publics. Cette mission de régulation a pour objet :

- d'émettre des avis, propositions ou recommandations dans le cadre de la définition des politiques et de l'assistance à l'élaboration de la réglementation ;
- de contribuer à l'information, à la formation de l'ensemble des acteurs de la commande publique, au développement du cadre professionnel et à l'évaluation des performances des acteurs du système de passation, d'exécution et de contrôle ;
- d'exécuter des enquêtes, de mettre en œuvre des procédures d'audits indépendants, de sanctionner les irrégularités constatées, de procéder au règlement non juridictionnel des litiges nés à l'occasion de la passation des marchés ;
- de rendre des avis dans le cadre du règlement amiable des litiges nés à l'occasion de l'exécution des marchés.

L'ARMP est composée de trois organes : le Conseil de Régulation, le Comité de Règlement des Différends et la Direction Générale.

**Le Conseil de Régulation** est un organe tripartite de neuf (09) membres représentant, sur une base paritaire, l'Administration publique, le Secteur privé et la Société civile. Il dispose des pouvoirs les plus étendus pour administrer l'ARMP, définir et orienter sa politique générale et, évaluer sa gestion dans les limites fixées par ses missions organiques ou statutaires. Le Président du Conseil de Régulation est élu par ses membres parmi les représentants de l'Administration publique, pour la durée de son mandat (3ans renouvelable une fois).

**La Direction Générale** est assurée par un Directeur Général, recruté sur appel d'offres par le Conseil de Régulation. Le Directeur Général est chargé de la gestion et de l'application de la politique générale de l'ARMP sous le contrôle du Conseil de Régulation à qui il rend compte de sa gestion.

**Le Comité de Règlement des Différends** est établi auprès de l'ARMP. Il siège, en fonction des faits dont il est saisi, soit sous la forme d'une Commission Litiges, soit en formation disciplinaire.

Le Comité est composé de membres issus du Conseil de régulation tel qu'il suit ;

- le président du Conseil de régulation ;
- un autre membre parmi les représentants de l'Administration;
- deux membres appartenant l'un au secteur privé et l'autre à la société civile, désignés par le Conseil de Régulation.

Dans tous les cas, au moins un des membres de l'Administration doit être un magistrat. La présidence du Comité est exercée de droit par le Président du Conseil de Régulation.

Le Comité de Règlement des Différends est chargé de :

- recevoir les dénonciations des irrégularités constatées par les parties intéressées ou celles connues de toute autre personne avant, pendant et après la passation ou l'exécution des marchés ; si ces faits caractérisent des violations de la réglementation relative à la passation des marchés publics, le Président du Comité saisit, soit la Commission Litiges, soit le Comité en formation disciplinaire, selon le cas ; si ces faits caractérisent des violations de la réglementation relative à l'exécution des marchés publics, il saisit le Comité en formation disciplinaire ; s'ils constituent une infraction pénale, il saisit les juridictions compétentes ;
- recevoir et enregistrer les recours exercés par les candidats et soumissionnaires aux marchés publics et délégations de service public relatifs à la procédure de passation des marchés, ainsi qu'à leur exécution.

La Commission Litiges a pour mission :

- de tenter de concilier les parties concernées et de statuer sur les irrégularités et violations des réglementations communautaires et nationales qu'elle constate ;
- d'ordonner toute mesure conservatoire, corrective, ou suspensive de l'exécution de la procédure de passation, l'attribution définitive du marché étant suspendue jusqu'au prononcé de la décision de la Commission ;
- de rendre des avis dans le cadre de la procédure de règlement amiable des litiges relatifs à l'exécution des marchés.

Les décisions de la Commission sont exécutoires et ont force contraignante sur les parties ; elles sont définitives, sauf en cas de recours devant une juridiction administrative ou judiciaire, ce recours n'ayant pas d'effet suspensif ; le Président du Conseil de Régulation peut également saisir la Commission à l'effet de statuer sur toute irrégularité de procédure dont l'ARMP aurait été saisie.

La Commission Litiges statue sur les litiges entre les organes de l'administration intervenant dans le cadre de la procédure de passation ou d'exécution des marchés publics dont le Comité a été saisi.

Le Comité de Règlement des différends statuant en formation disciplinaire a pour mission de prononcer des sanctions, sous la forme d'exclusions temporaires et de pénalités pécuniaires à l'encontre des soumissionnaires, candidats ou titulaires de marchés, en cas de violation de la réglementation afférente en matière de passation ou d'exécution des marchés.

Ces sanctions peuvent également être prononcées par la Commission Litiges statuant en matière de recours.

Le Comité de Règlement des Différends informe les autorités de tutelle compétentes ainsi que les autorités judiciaires des fautes commises par les agents de l'Etat à l'occasion de la passation ou de l'exécution des marchés.

## **4. AUDIT DE LA PASSATION ET DE L'EXECUTION DES MARCHES**

### **4.1. CONSTATS GENERAUX**

#### **4.1.1. CONSTAT DE CARENCE DOCUMENTAIRE**

##### **4.1.1.1 Carence documentaire concernant la passation**



<b>Fourniture de Combustible</b>	
<b>Rubriques</b>	<b>Descriptions</b>
Type de Marché	Fourniture
Mode de Passation	AOR
Référence du Marché	N° 25/09
Montant du Marché	F.CFA 203 980 931 924 TTC
Attributaire	ITOC S.A. – 2, Place de l'Indépendance – Immeuble SDIH, 9 <sup>ième</sup> étage, BP 500 – Dakar Sénégal
<b>Constats</b>	Contrairement aux dispositions de l'article 112 du CMP et aux dispositions du paragraphe 42.1 des Instructions aux Candidats, le candidat retenu, ITOC, n'a pas fourni une garantie de bonne exécution pour ce marché d'AOR

<b>Location de groupe électrogène d'une puissance 4.5MW pour la Centrale de BOUTOUTE</b>	
<b>Rubriques</b>	<b>Descriptions</b>
Type de Marché	Travaux
Mode de Passation	AOO
Référence du Marché	N° 01/09
Montant du Marché	F.CFA 74 123 141 HT (F.CFA 87 465 306 TTC)
Attributaires	AGGREKO 5 Rue Boole 91240 Saint-Michel sur orge
<b>Constats</b>	Les supports de publication de l'avis d'attribution provisoire de cet AOO n'ont pas été mis à notre disposition. Cette situation ne nous a pas permise de vérifier le respect des dispositions de l'article 81.3 du CMP.
	Les supports de publication de l'avis d'attribution définitive de cet AOO n'ont pas été mis à notre disposition. Cette situation ne nous a pas permis de vérifier le respect des dispositions de l'article 83 du CMP.
	Les documents (PV de réception, bordereau de livraison, etc.) justifiant la réception des services cet AOO n'ont pas été mis à notre disposition.

#### 4.1.1.2 Carence documentaire concernant l'exécution financière

<b>Location de groupe électrogène d'une puissance 4.5MW pour la Centrale de BOUTOUTE</b>	
<b>Rubriques</b>	<b>Descriptions</b>
Type de Marché	Travaux
Mode de Passation	AOO
Référence du Marché	N° 01/09
Montant du Marché	F.CFA 74 123 141 HT (F.CFA 87 465 306 TTC)
Attributaires	AGGREKO 5 Rue Boole 91240 Saint-Michel sur orge
<b>Constats</b>	Les documents justifiant la situation des paiements afférents à cet AOO n'ont pas été mis à notre disposition

<b>Travaux d'amélioration et d'extension de la couverture du réseau de radiocommunication VHF des délégations régionales DRCO et DRS</b>	
<b>Rubriques</b>	<b>Descriptions</b>
Type de Marché	Travaux
Mode de Passation	AOO
Référence du Marché	N° 18/09
Montant du Marché	F.CFA 175 586 864 HT (F.CFA 207 192 500 TTC)
Attributaires	CFAO Technologie Km 2,5 Bd du centenaire de la commune de Dakar BP 4218 Dakar-Sénégal.
<b>Constats</b>	Les documents justifiant la situation des paiements afférents à cet AOO n'ont pas été mis à notre disposition.

#### **4.1.2. FRACTIONNEMENTS POTENTIELS**

##### **4.1.2.1 Rappels**

L'article 53 du décret portant Code des marchés publics définit les seuils de passation de marchés suivants.

Pour ce qui concerne les marchés de l'Etat, des collectivités locales et des établissements publics :

- a) 25.000.000 Francs CFA pour les marchés de travaux ;
- b) 15.000.000 Francs CFA pour les marchés de services et fournitures courantes ;
- c) 25.000.000 Francs CFA pour les marchés de prestations intellectuelles.

Pour ce qui concerne les marchés des sociétés nationales et des sociétés anonymes à participation publique majoritaire et les agences ou autres organismes ayant la personnalité morale, mentionnés à l'article 2.1 c) :

- a) 50.000.000 Francs CFA pour les marchés de travaux ;
- b) 30.000.000 Francs CFA pour les marchés de services et fournitures courantes ;
- c) 30.000.000 Francs CFA pour les marchés de prestations intellectuelles

Les autorités contractantes ne peuvent en aucun cas fractionner les dépenses ou sous estimer la valeur des marchés de façon à les soustraire aux règles qui leur sont normalement applicables en vertu du Code des marchés publics.

Les marchés dont les montants sont inférieurs aux seuils visés à l'article 53 font l'objet de demandes de renseignement et de prix.

#### 4.1.2.2 Évaluation des fractionnements potentiels

L'examen des DRP de la SENELEC fait apparaître clairement des dépenses de même nature qui ont été mises dans des différentes DRP et dont le cumul des montants TTC atteindrait les seuils exigés pour les Appels d'Offres :

<b>DRP sur "Fourniture de Transformateur"</b>	
<b>Constats</b>	Le marché de « Fourniture de Transformateur » a été fractionné en neuf (9) DRP toutes attribuée au fournisseur LCS (Les Câbleries du Sénégal) pour un montant total de <b>F.CFA 140 454 122</b>
<b>Commentaires de la SENELEC</b>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Dans un contexte de situation sociale tendue dû aux délestages, la SENELEC se devait de réagir pour assurer sa mission de service public. Tous les documents justificatifs, email, rapport des incidents d'exploitation entraînant le remplacement sans délai de transformateurs ont été remis à l'auditeur.</li> <li>2. SENELEC a lancé une consultation par DRP. Cette DRP avait été adressée à tous les fournisseurs locaux spécialisés. A l'issu de la consultation par DRP, la société Les Câbleries du Sénégal (LCS) a été retenue comme attributaire. La livraison du matériel a été conforme à la commande. SENELEC a enregistré une série d'avaries de transformateurs qui a épuisé très rapidement le stock. SENELEC s'est trouvé face à une pénurie alors que le service public l'oblige à réalimenter des milliers de clients privés d'électricité. Elle se trouve alors dans l'obligation d'acquérir très rapidement de nouveaux transformateurs mais les délais de procédure d'appel d'offres un mois (ou 20 jours en urgence) ne lui permettent pas de répondre à cette urgence, SENELEC a dû passer des commandes sur la base de prix unitaires issus de la DRP initiale auprès des fournisseurs locaux spécialisés qui avaient ce type de transformateur disponible dans leur magasin.</li> </ol>
<b>Appréciation du Cabinet</b>	En effet, le rapport de synthèse sur la réunion de préparation pré hivernale date du 15/06/2009 et les échanges d'e-mail concernant la fourniture de Transformateurs ont été faits entre le 30/07/2009 et le 18/11/2009 alors que les commandes de six (6) DRP d'un montant total de F.CFA 90 332 092 ont été passées entre le 19/08/2009 et le 02/09/2009
<b>DRP sur "Migration d'Infrastructure"</b>	

<b>Constats</b>	Le marché de service de « Migration d'infrastructure » fractionné en trois (3) DRP toutes attribuées au fournisseur FULL TECHNOLOGIE pour un montant de <b>F.CFA 63 360 000</b>
<b>Commentaires de la SENELEC</b>	<p>Il n'y a pas de fractionnement de marché. L'expression migration d'infrastructure est une expression générique qui recouvre en fait trois projets qui doivent faire l'objet de marchés différents. L'un des projets est d'ailleurs indispensable à la réalisation des deux autres.</p> <p>En effet, la Migration des systèmes d'exploitation des postes de travail et des serveurs (AEC N° 097/2009 et commandes 200911605) devait être exécutée, testée et validée avant de mettre en œuvre les projets de la Messagerie Exchange 2003 (AEC N° 089/2009 et commande 200911614) et de SharePoint portal 2003 (AEC N° 140/2009 et commande 200912584) dont les versions de destination ne pouvaient tourner que dans Windows 2008, Vista et Office 2007.</p>
<b>Appréciation de du Cabinet</b>	Ces travaux relatifs à ces DRP ne sont qu'un déploiement de système informatique. Par conséquent, ils ne peuvent être divisés en autant de DRP. Ils devraient faire l'objet d'un Appel d'Offres allotis.

## 4.2. AUDIT DE LA PASSATION DES MARCHES

### 4.2.1. DOSSIERS D'APPELS D'OFFRES (DAO)

#### 4.2.1.1. Rappels

L'appel d'offres est la procédure par laquelle une autorité contractante attribue le marché, après appel à la concurrence, au candidat réunissant les conditions de qualification qui remet l'offre conforme évaluée la moins disante, sur la base de critères quantifiés en termes monétaires préalablement portés à la connaissance des candidats, sans négociation.

L'appel d'offres peut être ouvert ou restreint. Il est dit ouvert lorsque tout candidat peut remettre une offre, et restreint lorsque seuls peuvent remettre une offre les candidats qui y ont été directement invités par l'Autorité Contractante.

L'appel d'offres ouvert peut comprendre une phase de pré-qualification.

L'appel d'offres ouvert constitue le mode de passation des marchés auquel les autorités contractantes doivent recourir par principe. Il ne peut être dérogé à ce principe que dans les conditions stipulées au présent décret.

L'appel d'offres peut également être organisé en deux étapes, dans les conditions prévues par le présent décret, en vue dans un premier temps de préciser les critères ou les solutions techniques auxquels les offres devront répondre puis, dans un deuxième temps, d'attribuer le marché sur les bases retenues par l'autorité contractante.

#### **4.2.1.2 Constats**

Rien à signaler.

#### **4.2.1.3 Commentaires**

Nous n'avons pas de commentaires particuliers à formuler sur les Dossiers d'Appel d'Offres (DAO) des marchés passés par la SENELEC au titre de la gestion 2009.

### **4.2.2. AVIS D'APPELS D'OFFRES (AAO)**

#### **4.2.2.1 Rappels**

Tout appel d'offres ouvert est porté à la connaissance du public par la publication d'un avis d'appel public à la concurrence dans les conditions prévues à l'article 56 du décret n° **2007-545 du 25 Avril 2007** instituant le Code des Marchés Publics au Sénégal.

L'avis d'appel d'offres, établi conformément au modèle spécifié par Décision de l'Organe chargé de la Régulation des Marchés Publics, fait connaître au moins :

- l'objet du marché ;
- le lieu et la date où l'on peut prendre connaissance des cahiers des charges ou les modalités d'obtention de ces documents ;
- le lieu et la date limite de réception des offres ;
- le délai pendant lequel les candidats restent engagés par leurs offres ;

- les justifications à produire concernant les qualités et capacités exigées des candidats ;
- le montant de la garantie de soumission à constituer ;

Des renseignements complémentaires peuvent être sollicités de la personne responsable du marché six jours ouvrables au plus tard avant la date limite de dépôt des offres. L'ensemble des candidats ayant retiré un dossier d'appel d'offres devront être destinataires des réponses de la personne responsable des marchés.

#### **4.2.2.2 Constats**

Rien à signaler.

#### **4.2.2.3 Commentaires**

Nous n'avons pas de commentaires particuliers à formuler sur les Avis d'Appel d'Offres de la SENELEC au titre de la gestion 2009.

### **4.2.3. RECEPTION ET DEPOUILLEMENT DES OFFRES**

#### **4.2.3.1 Rappels**

A l'expiration de la date et heure limites de dépôt des offres, la commission des marchés est chargée de procéder à l'ouverture des plis. Seuls peuvent être ouverts les plis reçus au plus tard à la date et heure limites de dépôt des offres.

Les plis sont ouverts en séance publique en présence des membres de la commission des marchés compétente à la date et à l'heure limites de dépôt des offres précisées dans le dossier d'appel d'offres ou à la date spécifiée en cas de report. Les plis reçus après le délai fixé doivent être renvoyés aux candidats sans avoir été ouverts.

Tous les candidats qui ont soumis des offres sont autorisés par l'autorité contractante à assister ou à se faire représenter à l'ouverture des plis. Les candidats ou leurs représentants qui sont présents signeront un registre attestant de leur présence. Les représentants des organismes de financement peuvent également assister à l'ouverture des plis ou se faire représenter. Cette faculté est mentionnée dans l'avis d'appel d'offres.

Le nom de chaque candidat, le montant de chaque offre, la présence ou l'absence de garantie financière, les rabais éventuels ainsi que toute autre information que l'autorité contractante peut juger utile de faire connaître, sont lus à haute voix lors de l'ouverture des plis. Dès la fin des opérations d'ouverture des plis, ces informations sont consignées dans un procès-verbal signé par les membres de la commission des marchés présents et remis à tous les candidats.

#### 4.2.3.2 Constats

<b>Construction Agence SENELEC de Thiaroye</b>	
<b>Rubriques</b>	<b>Descriptions</b>
Type de Marché	Travaux
Mode de Passation	AOO
Référence du Marché	N° 02/2009/CCM
Montant du Marché	F.CFA 468 588 059 TTC (F.CFA 552 933 910 TTC)
Attributaires	SOTRACOM, Sacré Cœur III N° 82 – BP 15762 – Tél : +221 33 869 07 67 – Fax : +221 33 869 07 73.
<b>Constats</b>	La Commission des marchés ayant procédé à l'ouverture des offres du marché de cet AOO n'est pas compétente. En effet, elle a été représentée par deux personnes qui n'en sont pas membres.

#### 4.2.3.3 Commentaires

Cette pratique est une violation des dispositions de l'article 67.4 du décret n° **2007-545 du 25 Avril 2007** instituant le Code des Marchés Publics au Sénégal.

### 4.2.4. ÉVALUATION DES OFFRES ET ATTRIBUTION DES MARCHES

#### 4.2.4.1 Rappels

Avant de procéder à l'analyse, à l'évaluation et à la comparaison des offres, la commission des marchés compétente procède à un examen préliminaire, afin de déterminer si les candidatures sont recevables en application de l'article 43 du décret n° **2007-545 du 25 Avril 2007** et sont accompagnées des pièces mentionnées à l'article 45 du même décret, et rejette les offres non recevables.

La commission détermine ensuite si les offres sont conformes aux conditions et spécifications des cahiers des charges.

Il ne peut y avoir de négociation avec les candidats et aucune modification des offres ou des prix ou des conditions de concurrence ne peut être demandée, offerte ou autorisée. La commission peut toutefois corriger les erreurs purement arithmétiques découvertes au cours de l'examen des offres et peut demander aux candidats de préciser la teneur de leurs offres afin d'en faciliter l'examen, l'évaluation et la comparaison. Cette demande doit être faite par écrit dans le respect strict des cahiers des charges. La réponse doit également être adressée par écrit.

La commission procède ensuite à une évaluation détaillée en fonction des critères établis conformément à l'article 59 du décret n° **2007-545 du 25 Avril 2007**, mentionnés dans le dossier d'appel d'offres. Elle propose à l'autorité contractante l'attribution du marché au candidat qui a l'offre conforme évaluée la moins disante et qui est reconnu réunir les critères de qualification mentionnés dans le dossier d'appel d'offres.

#### **4 .2.4.2 Constats relatifs à l'évaluation**

Rien à signaler.

#### **4 .2.4.3 Commentaires relatifs à l'évaluation**

Nous n'avons pas de commentaires particuliers à formuler sur l'évaluation des marchés de la SENELEC au titre de la gestion 2009.

#### **4 .2.4.4 Constats relatifs à l'Attribution**

Rien à signaler.

#### **4 .2.4.5 Commentaires relatifs à l'Attribution**

Nous n'avons pas de commentaires particuliers à formuler sur l'attribution des marchés de la SENELEC au titre de la gestion 2009.

### **4.2.5. CAS PARTICULIERS DES MARCHES DE GRE A GRE**

#### **4.2.5.1 Rappels**

Les marchés sont dits par "entente directe" lorsque l'autorité contractante engage directement les discussions qui lui paraissent utiles avec les candidats et attribue le marché au candidat qu'elle a retenu.



Le marché par entente directe ne peut être passé qu'avec des entrepreneurs, fournisseurs ou prestataires de services qui acceptent de se soumettre à un contrôle spécifique des prix de revient durant l'exécution des prestations. Le marché précise les obligations de transmission d'informations financières et comptables auxquelles le titulaire du marché sera soumis en vue de permettre ce contrôle.

Il ne peut être passé des marchés par entente directe qu'après avis de la Direction chargée du Contrôle des Marchés publics dans les cas suivants :

- pour les marchés de travaux, fournitures ou services considérés comme secrets ou dont l'exécution doit s'accompagner de mesures particulières de sécurité lorsque la protection de l'intérêt supérieur de l'Etat l'exige ;
- pour les marchés destinés à répondre à des besoins qui, pour des raisons tenant à la détention d'un droit d'exclusivité, ne peuvent être satisfaits que par un cocontractant déterminé ;
- pour des fournitures, services ou travaux qui complètent ceux ayant fait l'objet d'un premier marché exécuté par le même titulaire, à la condition que le marché initial ait été passé selon la procédure d'appel d'offres que le marché complémentaire porte sur des fournitures, services ou travaux qui ne figurent pas dans le marché initialement conclu mais qui sont devenus nécessaires, à la suite d'une circonstance imprévue et extérieure aux parties, et que ces fournitures, services ou travaux ne peuvent être techniquement ou économiquement séparés du marché principal. Le montant cumulé des marchés complémentaires ne doit pas dépasser un tiers du montant du marché principal, avenants compris.

Les marchés passés par entente directe donnent lieu à un compte rendu détaillé dans le rapport annuel établi par l'Organe chargé de la Régulation des Marchés Publics.

#### **4.2.5.2 Constats**

Rien à signaler.

#### **4.2.5.3 Commentaires**

La SENELEC n'a pas passé de marchés par entente directe au titre de la gestion 2009.

### **4.2.6. DELAIS DE PASSATION DES MARCHES**

#### **4.2.6.1 Rappels**

Les délais de passation des marchés ne doivent pas avoir pour effet de perturber les économies tirées des marchés en induisant une actualisation des prix ou de provoquer des procédures sans suite.

#### 4.2.6.2 Constats

<b>Extension de la centrale de Tambacounda</b>	
<b>Rubriques</b>	<b>Descriptions</b>
Type de Marché	Travaux
Mode de Passation	AOO
Référence du Marché	N° 16/09/CCM
Montant du Marché	F.CFA 8 393 589 045 HT (F.CFA 9 904 435 073 TTC)
Attributaires	MAN DIESEL SEMELEC POWER GEN Inc.
<b>Constats</b>	L'attribution provisoire de ce marché a été publiée dans le journal LE SOLEIL le 14/06/2009 soit depuis un (1) an six (6) mois alors que l'attribution définitive n'a toujours pas eu lieu.

<b>Remplacement du système de contrôle commande de la turbine à gaz N°03</b>	
<b>Rubriques</b>	<b>Descriptions</b>
Type de Marché	Travaux
Mode de Passation	AOO
Référence du Marché	N° 11/2009
Montant du Marché	Non précis
Attributaires	ICS Innovation Control System
<b>Constats</b>	L'attribution provisoire de ce marché a été publiée dans le journal WALFADJRI le 11/05/2009 soit depuis un (1) an sept (7) mois alors que l'attribution définitive n'a toujours pas eu lieu.

<b>Fourniture et pose compteurs de débit combustible dans les centrales</b>	
<b>Rubriques</b>	<b>Descriptions</b>
Type de Marché	Travaux
Mode de Passation	AOO
Référence du Marché	N° 10/09/CCH
Montant du Marché	FCFA 187 298 438 HT (F.CFA 221 012 157 TTC)
Attributaires	SAHEL GAZ Domaine industriel SODIDA Bâtiment n°2257 Dakar –Sénégal.
<b>Constats</b>	L'attribution définitive a été publiée dans le journal SUD QUOTIDIEN du 18/10/2009 soit depuis un (1) an deux (2) mois alors que la réception des travaux n'a toujours pas eu lieu.

<b>Travaux de couverture des événements religieux 2010</b>	
<b>Rubriques</b>	<b>Descriptions</b>
Type de Marché	Travaux
Mode de Passation	AOO
Référence du Marché	N° 24/09
Montant du Marché	F.CFA 158 279 516 HT (F.CFA 186 769 829 TTC)
Attributaires	LSE Km 2,5 Bd du centenaire de la commune de Dakar BP 4218 Dakar-Sénégal.
<b>Constats</b>	L'attribution définitive a été publiée dans le journal WALFADJRI le 10/10/2009 soit depuis un (1) an deux (2) mois alors que la réception des travaux n'a toujours pas eu lieu.

### **4.3. AUDIT DE L'EXECUTION FINANCIERE**

#### **4.3.1. CONSISTANCE DES TRAVAUX D'AUDIT DU VOLET FINANCIER**

##### **4.3 .1.1 Concernant l'engagement**

L'engagement est défini par l'article 88 du décret 2003- 101- du 13 mars 2003 portant règlement sur la comptabilité publique. Comme étant "l'acte par lequel un agent de l'ordre administratif, habilité à cet effet, crée ou constate à l'encontre de l'Etat une obligation de laquelle résultera une charge".

L'engagement est donc le fait générateur de la dépense, c'est l'acte qui va rendre l'Etat débiteur.

L'engagement est pris par l'ordonnateur dans la limite des crédits disponibles. En effet, cet acte a non seulement un aspect juridique (naissance d'une obligation), mais aussi comptable :

- l'ordonnateur doit tenir à cet égard une comptabilité des dépenses engagées qui lui permet de connaître à tout moment le montant des crédits disponibles ;
- la proposition d'engagement se matérialise par l'établissement d'un bon d'engagement en triple exemplaires transmis à l'ordonnateur délégué, qui après visa va donner lieu à l'émission d'un titre de créance adressé au fournisseur et d'un titre de certification destiné à l'administrateur de crédits.

##### **4.3 .1.2 Concernant le contrôle de la certification et du service fait**

La règle du service fait est un véritable dispositif pour la sécurité des deniers publics. Elle veut que le paiement d'une dette à la charge de l'Etat n'intervienne qu'après exécution par ses partenaires du contrat qui les lie. En d'autres termes, ces derniers ne peuvent prétendre au paiement de leurs droits qu'après avoir rempli leurs obligations - livraisons des fournitures, réalisation des travaux, etc.

Les certifications du service fait, sont faites chaque fois par une commission désignée à cet effet, à la réception des prestations. Elles sont matérialisées par l'établissement d'un procès verbal daté et signé par tous les membres présents.

Il appartient dès lors à l'ordonnateur de vérifier l'existence du service fait. Il le fait lui-même ou par l'intermédiaire d'agents dûment désignés par lui. C'est ainsi qu'il peut s'assurer en recevant le procès verbal de réception que les fournitures ont été livrées.

#### **4.3.1.3 Concernant la liquidation, le mandatement et le paiement des dépenses**

Une créance ne peut faire l'objet de liquidation à la charge de la collectivité qu'après un engagement régulier sur des crédits disponibles.

La liquidation a pour objet de vérifier la réalité de la dette et d'arrêter le montant de la dépense. Elle n'intervient qu'après service fait. Vérifier la réalité de la dette consiste à s'assurer que les droits du créancier existent et qu'ils sont exigibles. Arrêter ces droits consiste à fixer le montant exact de sa créance à la date de la liquidation.

La liquidation ne peut donc être faite qu'au vu des titres ou de pièces offrant la preuve des droits acquis par le créancier.

Il faut préciser sur cette étape de la liquidation que, la responsabilité de l'ordonnateur en ce qui concerne la légalité, la régularité et l'exactitude des certifications qu'il délivre engage sa responsabilité personnelle.

Après l'engagement et la liquidation des droits du créancier, il reste le mandatement de la dépense pour permettre aux ayants droits d'entrer dans leurs fonds : c'est ce que l'on appelle également l'ordonnancement.

- **L'ordonnancement** ou le **mandatement** est l'acte administratif par lequel l'ordonnateur donne au comptable l'ordre de payer une créance liquidée à la charge de l'Etat ; il est matérialisé par l'établissement d'un mandat, transmis au comptable chargé du paiement avec toutes les justifications pour désintéresser le créancier.
- Le paiement des mandats incombe au comptable et constitue la dernière étape de la procédure d'exécution de la dépense.

Au préalable il doit effectuer un double contrôle : en sa qualité de payeur et plus tard au moment de désintéresser le créancier en sa qualité de caissier

## **Règlement ou paiement de la dépense**

Il peut intervenir selon 3 modes : le paiement en espèces, le virement bancaire ou postal, et par mandat carte. On peut ajouter la compensation opposable au redevable du trésor.

Le paiement est l'acte par lequel le comptable éteint la dette de l'Etat.

Le rôle du comptable en sa qualité de caissier apparaît et nécessite un contrôle avant remise des fonds selon le mode de règlement. Le règlement doit se faire au profit du véritable créancier pour que l'acquit soit libératoire.

### **4.3.2. CONSTATS D'AUDIT SUR LE VOLET EXECUTION FINANCIERE**

#### **4.3.2.1 Production et gestion des garanties contractuelles**

Contrairement aux dispositions de l'article 112 du CMP et aux dispositions du paragraphe 42.1 des Instructions aux Candidats, le candidat retenu, ITOC, n'a pas fourni une garantie de bonne exécution pour le marché d'AO « N° 25/09 Fourniture de Combustible ».

Cependant, la partie fixe de 5 % de la garantie de bonne exécution a été constituée pour le marché de travaux.

#### **4.3.2.2 Constats d'audit - Engagement, liquidation et mandatement des dépenses**

Nous n'avons pas de commentaires particuliers à formuler sur l'Engagement, la liquidation et le mandatement des dépenses des travaux pour lesquels les documents justifiant la situation des paiements ont été mis à notre disposition.

#### **4.3.2.3 Réceptions et paiement des prestations**

Nous n'avons pas d'observations particulières à formuler sur les Réceptions et paiement des travaux pour lesquels les documents justifiant la situation des paiements ont été mis à notre disposition.

### **4.4. AUDIT DE L'EXECUTION PHYSIQUE**

L'audit physique fera l'objet d'un Rapport séparé.

## **5. RECOMMANDATIONS**

### **5.1. RECOMMANDATIONS GENERALES**

#### **5.1.1. RECOMMANDATION RELATIVE A L'ARCHIVAGE**

Nous recommandons à la SENELEC de classer l'ensemble des dossiers afférents à un marché dans le même cadre de dispositif de classement, y compris les Procès verbaux de réception provisoire ou définitive et les garanties de soumission et de bonne exécution.

#### **5.1.2. RECOMMANDATION RELATIVE AUX RAPPORTS DES OBSERVATEURS INDEPENDANTS**

Il n'y a pas eu d'observateurs indépendants ayant intervenu dans les procédures objet du présent Rapport.

#### **5.1.3. RECOMMANDATION CONCERNANT LE DEROULEMENT DES AUDITS A POSTERIORI**

La procédure d'audit des marchés publics de la SENELEC n'a connu aucun obstacle en provenance de l'Autorité contractante.

### **5.2. RECOMMANDATIONS RELATIVES AU FRACTIONNEMENT**

La Cellule de passation des marchés doit consolider les besoins des différentes structures et les classer selon le principe d'unités fonctionnelles homogènes répartis en lots uniques et indivisibles permettant la passation des marchés de travaux, fournitures, services et prestations intellectuelles.

### **5.3. RECOMMANDATION RELATIVE A LA CAPACITE DE GESTION DU PROCESSUS DE PASSATION DES MARCHES**

Les membres de la Commission des marchés doivent bénéficier d'une formation spécifique en Marchés publics.

Les Directeurs opérationnels ont les capacités professionnelles pour gérer les dossiers et procédures ; mais ils doivent recevoir une formation spécifique en marchés publics.

### **5.4. RECOMMANDATION RELATIVE A L'ATTRIBUTION DES MARCHES**

Il est recommandé de ne pas soustraire un marché sur appel d'offres aux règles qui lui sont normalement applicables en passant des marchés sur DRP, en violation des articles 8, 53 et 54 du Code des marchés publics.

Il est recommandé de passer des marchés à commande ou de clientèle pour les fournitures et services comme les pièces de rechanges, les consommables informatiques, les locations, etc.

## **ANNEXE**

## ANNEXE I : Commentaires de la SENELEC

### 1. Fourniture de Combustible (AOR N° 25/09)

1.1. Le Plan de Passation des Marchés est déterminant dans la publicité des Appel d'Offres. L'Avis Général donne des informations sur les différents domaines pour lesquels les soumissionnaires intéressés présenteront leurs offres soit par procédure d'Appel d'Offres soit par DRP. En effet, c'est la Plan de Passation qui est pertinent ; c'est lui qui détaille l'ensemble des marchés ouverts à la concurrence.

D'autre part, il s'agit d'un **Appel d'Offres Restreint** par lequel l'Autorité Contractante adresse des lettres d'invitation à au moins trois candidats pour présenter des offres. Comme vous le savez ce type d'appel d'offres n'est pas soumis à la publicité des appels d'offres ouverts.

1.2. Effectivement ITOC n'a pas fourni de garantie de bonne exécution. Cependant, ITOC a livré à la SENELEC une cargaison à crédit dont la valeur dépasse le montant de cette garantie.

1.3. Sur la lettre d'invitation adressée aux soumissionnaires (datée du 31 décembre 2009), il est clairement indiqué les modalités de paiement :

« SENELEC invite, par le présent Avis d'Appel d'Offres, les soumissionnaires retenus à présenter leurs offres sous plis fermé, pour la fourniture de 33.000 TM + 10% de HFO 3,5 PCT avec un crédit fournisseur sur deux ans et d'une cargaison de 33.000 TM + 10% de HFO 3,5 PCT par mois pendant deux ans avec un paiement à 90 jours date de B/L ». La première cargaison fait donc l'objet d'un paiement crédit fournisseur sur deux ans. Les cargaisons mensuelles sont payées sur 90 jours date bordereau de livraison. Au demeurant, le DAO portant les modalités de paiement a été remis aux soumissionnaires.

### 2. DRP sur "Fourniture de Transformateur"

Dans un contexte de situation sociale tendue dû aux délestages, la Senelec se devait de réagir pour assurer sa mission de service public. Tous les documents justificatifs, email, rapport des incidents d'exploitation entraînant le remplacement sans délai de transformateurs ont été remis à l'auditeur.

SENELEC a lancé une consultation par DRP. Cette DRP avait été adressée à tous les fournisseurs locaux spécialisés. A l'issu de la consultation par DRP, la société Les Câbleries du Sénégal (LCS) a été retenue comme attributaire. La livraison du matériel a été conforme à la commande. SENELEC a enregistré une série d'avaries de transformateurs qui a épuisé très rapidement le stock. SENELEC s'est trouvé face à une pénurie alors que le service public l'oblige à réalimenter des milliers de clients privés d'électricité.



Elle se trouve alors dans l'obligation d'acquérir très rapidement de nouveaux transformateurs mais les délais de procédure d'appel d'offres un mois (ou 20 jours en urgence) ne lui permettent pas de répondre à cette urgence, SENELEC a dû passer des commandes sur la base de prix unitaires issus de la DRP initiale auprès des fournisseurs locaux spécialisés qui avaient ce type de transformateur disponible dans leur magasin.

### 3. DRP sur "Migration d'Infrastructure"

Il n'y a pas de fractionnement de marché. L'expression migration d'infrastructure est une expression générique qui recouvre en fait trois projets qui doivent faire l'objet de marchés différents. L'un des projets est d'ailleurs indispensable à la réalisation des deux autres.

En effet, la Migration des systèmes d'exploitation des postes de travail et des serveurs (AEC N° 097/2009 et commandes 200911605) devait être exécutée, testée et validée avant de mettre en œuvre les projets de la Messagerie Exchange 2003 (AEC N° 089/2009 et commande 200911614) et de SharePoint portal 2003 (AEC N° 140/2009 et commande 200912584) dont les versions de destination ne pouvaient tourner que dans Windows 2008, Vista et Office 2007.

### 4. DRP sur "Fourniture de Consommables Informatiques"

Deux DRP ne concernent pas de consommables informatiques :

- La DRP N° 133/09 concerne la fourniture de FAX CANON L140 et non de consommables informatiques comme annoncé par erreur dans l'objet de la commande (voir commande 200912013).
- La DRP N° 210/09 a aussi pour objet du Matériel Informatique et non de consommables informatiques (voir commandes N° 200913089 et 200913090).

Pour ce qui est de la DRP 280/09, elle fait suite à une rupture de stock constatée sur les cartouches des imprimantes de facturation (Imprimante HP 4700) alors que le marché de ces consommables pour 2007-2008 était déjà épuisé et que l'AO 2009 n'était pas encore approuvé par la DCMP (voir commandes 200914020 et 200914021).

## **ANNEXE II : Nos observations**

### **1. Fourniture de Combustible (AOR N° 25/09)**

- 1.1. Les commentaires fournis par la SENELEC sont recevables, par conséquent ce point est retiré du rapport.
- 1.2. Cette pratique est une violation des dispositions de l'article 112 du NCMP.
- 1.3. Les commentaires fournis par la SENELEC sont recevables, par conséquent ce point est retiré du rapport.

### **2. DRP sur "Fourniture de Transformateur"**

En effet, le rapport de synthèse sur la réunion de préparation pré hivernale date du 15/06/2009 et les échanges d'e-mail concernant la fourniture de Transformateurs ont été faits entre le 30/07/2009 et le 18/11/2009 alors que les commandes de six (6) DRP d'un montant total de F.CFA 90 332 092 ont été passées entre le 19/08/2009 et le 02/09/2009.

### **3. DRP sur "Migration d'Infrastructure"**

Ces travaux relatifs à ces DRP ne sont qu'un déploiement de système informatique. Par conséquent, ils ne peuvent être divisés en autant de DRP. Ils devraient faire l'objet d'un Appel d'Offres allotis.

### **4. DRP sur "Fourniture de Consommables Informatiques"**

Les commentaires fournis par la SENELEC sont recevables, par conséquent ce point est retiré du rapport.

**ANNEXE 7**

**QUALITE, TRANSPARENCE ET EFFICACITE**

**DES OPERATIONS DE PASSATION DE MARCHES**

**Nom de l'Autorité Contractante :** Société Nationale d'Electricité (SENELEC)

Modes de passation de marchés	Récapitulatif des marchés passés au titre de la gestion 2009		Récapitulatif des marchés examinés lors de la présente revue	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Appel d'offres ouvert (AOO)	24	15 938 563 952	17	14 030 054 259
Appel d'offres restreint (AOR)	1	203 980 931 924	1	203 980 931 924
Prestations intellectuelles (PI)	0	0	0	0
Demande de Renseignements et de Prix (DRP)	110	784 777 141	30	524 548 297
Entente directe (ED)	0	0	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>135</b>	<b>220 704 273 017</b>	<b>48</b>	<b>218 535 534 480</b>
			<b>36 % du total</b>	<b>99 % du total</b>

N°	Rubrique	Constats et commentaires	Notation <sup>1</sup>
1.	Plan de passation de marchés	Le plan de passation de marchés consolide les marchés de toutes les composantes de la SENELEC. Par ailleurs, nous n'avons pas identifié des marchés passés au titre de la gestion budgétaire de 2009 et non inscrits dans le PPM.	2
2.	Avis général de passation de marchés	Contrairement aux dispositions du paragraphe 3 de l'article 6 du CMP, le marché de l'Appel d'Offres Restreint N° 25/09 « Fourniture de Combustible » pour un montant de F.CFA 203 980 931 924 n'a pas été indiqué de façon précise dans l'Avis Général de Passation des Marchés publié dans le journal « LE SOLEIL » du 15/01/2009.	3
3.	Demande de Renseignements de Prix (DRP)	La publication des avis d'attribution des DRP n'est pas obligatoire. Toutefois, la SENELEC n'a pas informé les soumissionnaires non retenus, en violation des dispositions de la circulaire N°0004/PM /CAB/CP du 31 mars 2009. Contrairement au point 2 de la circulaire N° 4/PM/CAB/CP du 31/03/2009 de la Primature portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP prévue par les dispositions de l'article 77 du CMP, les DRP dont le montant TTC dépasse les seuils (F.CFA 3 millions et F.CFA 5 millions) fixés par Arrêté MEF N°011585 du 28/12/2007 pris en application de l'article 77-3 du CMP, n'ont pas fait l'objet de contrat. L'examen des DRP fait apparaître clairement des dépenses de même nature qui ont été mises dans des Demandes de renseignements et de prix différents dont le cumul atteindrait les seuils exigés pour les Appels d'Offres.	4

<sup>1</sup> Notes de 1 à 5 : 1 = Performance très satisfaisante ; 2 = Performance assez satisfaisante ; 3 = performance moyenne (risque moyen) ; 4 = Performance insuffisante ; 5 = Performance non satisfaisante (haut risque) ; Seules les lignes obligatoires dans le processus de passation du marché examiné seront notées ;

4.	Délais de passation des marchés	Les délais de publication des avis d'attribution définitive des Appels d'Offres N° 16/09/CCM « Extension de la Centrale de Tambacounda » et N° 11/2009 « Remplacement du Système de Contrôle Commande de la Turbine à gaz N°03 » ont été anormalement longs. En effet, ces délais vont de 18 à 19 mois pour ces Appels d'Offres respectifs. Les délais de livraison des travaux relatifs aux Appels d'Offres N° 10/09/CCH « Fourniture et pose Compteurs de débit combustible dans les Centrales » et N° 24/09 « Travaux de couverture des événements religieux 2010 » ont été anormalement longs. En effet, ces délais ont été de 14 mois pour ces Appels d'Offres.	3
5.	Procès verbaux d'ouverture de plis	Les procès verbaux d'ouvertures de plis ont été systématiquement communiqués aux soumissionnaires.	2
6.	Publications des attributions	Les publications d'attributions ont été systématiques et faites conformément au Code des marchés.	2
7.	Recours	Le recours relatif au marché d'Appel d'Offres Ouvert n° 02/2009/CCM portant sur les « Travaux de Construction de l'Agence de Thiaroye » a été géré conformément à la réglementation.	2
8.	Gestion des marchés	La gestion des marchés a été globalement satisfaisante. Par ailleurs, nous avons noté le respect des délais d'exécution et des délais de réceptions des prestations. Cependant, les délais de paiements étaient anormalement longs.	3
9.	Archivage des dossiers	L'archivage des documents de marchés par la Cellule n'est pas effectif et exhaustif. En effet, les documents tels que les supports de publication des avis d'attribution provisoire ou définitive, la situation des paiements ainsi que les documents justifiant la réception des biens, fournitures ou travaux, etc. afférents à certains marchés n'étaient pas systématiquement mis à notre disposition.	3
10.	Violations de la réglementation	1. La publication des avis d'attribution des DRP n'est pas obligatoire. Toutefois, la SENELEC n'a pas informé les soumissionnaires non retenus, en violation des dispositions de la circulaire N°0004/PM /CAB/CP du 31 mars 2009. 2. Contrairement au point 2 de la circulaire N° 4/PM/CAB/CP du 31/03/2009 de la Primature portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP prévue par les dispositions de l'article 77 du CMP, les DRP dont le montant TTC dépasse les seuils (F.CFA 3 millions et F.CFA 5 millions) fixés par Arrêté MEF N°011585 du 28/12/2007 pris en application de l'article 77-3 du CMP, n'ont pas fait l'objet de contrat. 3. L'examen des DRP fait apparaître clairement des dépenses de même nature qui ont été mises dans des Demandes de renseignements et de prix différents dont le cumul atteindrait les seuils exigés pour les Appels d'Offres.	4
11.	Conclusion	A notre avis, la SENELEC ne s'est pas conformée au titre de l'exercice budgétaire 2009, dans tous les aspects significatifs, aux dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés en matière de qualité, de transparence et d'efficacité des opérations de passation de marchés.	Note moyenne 2,8

## ANNEXE 8

### ORGANISATION INSTITUTIONNELLE DE L'AUTORITE CONTRACTANTE

**Nom de l'Autorité Contractante :** Société Nationale d'Electricité (SENELEC)

N°	Rubrique	Constats et commentaires	Notation <sup>2</sup>
1.	Commission des Marchés	<p>La Commission des marchés a été créée par Note N° 15/09 du 29 Mai 2009. Cette Note a été transmise à la DCMP le 8 Juin 2009. Cependant, cette commission était composée de 5 membres de la SENELEC au lieu des 4 prévus par les dispositions de l'article 2.d) de l'Arrêté MEF N° 011588 du 28/12/2007 pris en application de l'article 36.1 du CMP.</p> <p>Le secrétariat des Commissions des Marchés ayant procédé à l'ouverture des plis des Appels d'Offres examinés était systématiquement assuré par les membres de la Cellule de Passation de Marchés conformément aux dispositions de l'article 3 de l'arrêté MEF N° 011588 du 28/12/2007 pris en application de l'article 36.1 du CMP.</p> <p>Les fonctions prévues y sont représentées (Finances, Technique, Approvisionnement-marchés). Le Contrôle financier et le Ministère de tutelle y sont représentés.</p> <p>Le Rapport annuel de la Commission des marchés établi en mars 2010, a été transmis à l'ARMP.</p>	2
2.	Cellule de passation des marchés	<p>Par Note de Direction N° 013/2009 du 25 Mai 2009 portant modifications dans la répartition des fonctions et missions au niveau du Top Management de SENELEC, un Conseiller chargé de la Cellule de Passation des Marchés est prévu au sein du Comité de Direction. Il a rang de Directeur.</p> <p>La Note N° 107 du 8 Juin 2009 nomme la Responsable de la Cellule de passation des marchés.</p> <p>Les Attestations de prise de connaissance des dispositions de la charte de transparence et d'éthique ont été signées le 2 Juin 2009.</p> <p>La Cellule dispose effectivement des prérogatives que lui confère la réglementation.</p> <p>Les Rapports trimestriels ont été établis et transmis à l'ARMP le 1<sup>er</sup> juin 2010, conformément aux dispositions de l'article 1 de l'arrêté MEF N° 011586 du 28/12/2007 pris en application de l'article 35 du CMP.</p> <p>La cellule de passation des marchés travaille en synergie avec les Directions opérationnelles, auxquelles elle apporte des appuis techniques et dont elle passe en revue les projets soumis à la Direction générale.</p>	2
3.	Capacités en matière de passation de marchés	<p>Les membres de la Commission des marchés n'ont pas bénéficié beaucoup de formations spécifiques en Marchés publics. Toutefois, les dossiers sont gérés grâce à leurs profils adéquats et leurs grandes expériences acquises.</p> <p>La responsable de la Cellule de passation des marchés a bénéficié des formations spécifiques sur l'ensemble des modules en Marchés publics.</p>	2

<sup>2</sup> Notes de 1 à 5 : 1 = Performance très satisfaisante ; 2 = Performance assez satisfaisante ; 3 = performance moyenne (risque moyen) ; 4 = Performance insuffisante ; 5 = Performance non satisfaisante (haut risque) ; Seules les lignes obligatoires dans le processus de passation du marché examiné seront notées ;

		L'archivage des documents de marchés n'est pas exhaustif du fait de l'absence de certains documents importants dans les dossiers de marchés.	
4.	Conclusion	<p>La SENELEC a fait une demande de formation qui n'est jusqu'à présent pas traiter, pour les membres de la CM et de la CPM.</p> <p>Opinion sur l'organisation institutionnelle</p> <p>La Commission des marchés et la Cellule de passation des marchés sont composées de Cadres ayant le profil adéquat pour gérer les dossiers et procédures de marchés publics.</p> <p>Toutefois, une formation spécifique est nécessaire sur les procédures de préparation, de passation et d'exécution des marchés publics.</p>	Note moyenne 2